



REVUE DE PRESSE

Mercredi 12 décembre 2018

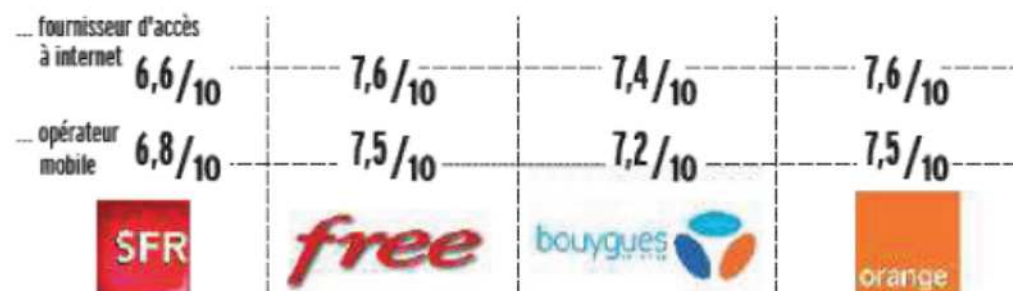


SFR, l'opérateur qui génère le plus de mécontents

Nombre d'alertes reçues pour 100.000 clients (4 principaux opérateurs)



Notes des consommateurs vis à vis de leur ...



Source : sondage réalisé par Médiamétrie pour l'Arcep auprès de 4.000 personnes interrogées par téléphone et par internet entre le 18 septembre et le 9 octobre. Les résultats sont redressés et représentatifs de l'ensemble de la population de 18 ans et plus disposant d'un accès à Internet fixe ou équipés d'un téléphone mobile.

INFOGRAPHIE CL

SFR a généré le plus d'alertes de consommateurs mécontents auprès de l'Arcep, le régulateur des télécoms. Selon le gendarme des télécoms, SFR affiche entre 30 à 35 alertes pour 100.000 clients, suivi par Free avec 25 à 30 alertes, Bouygues avec 20 à 25, et Orange avec 15 à 20. Un sondage réalisé par Médiamétrie confirme que SFR est l'opérateur télécoms le moins bien noté avec une note de 6,6 sur 10 pour le fournisseur d'accès internet et de 6,8 sur 10 pour le mobile. Free et Orange sont les mieux notés dans les deux compartiments avec des notes identiques de 7,6 sur le fournisseur internet et 7,5 sur le mobile. Bouygues Telecom se situe entre les deux, avec des notes de 7,4 et 7,2.

■ Ils étaient à la manœuvre avant même le 17 novembre ■ Les initiateurs du mouvement affichent des parcours chaotiques ■ Mais ne lâchent pas au lendemain de l'intervention d'Emmanuel Macron.

Les gilets de la première heure s'affichent motivés



Les historiques du mouvement sont à l'unisson des gilets jaunes qui restent mobilisés. L'intervention du chef de l'État ne les a pas convalués.

Photo Majid Bouziti

Jean-François BARRÉ
#barre@charentelibre.fr

Ils étaient sur le pied de guerre avant même le premier rassemblement monstre du 17 novembre. Leurs trajectoires se sont séparées, recoupées, éloignées, mais lundi soir, ils ont tous écouté l'intervention d'Emmanuel Macron. Unanimes. «Ça va empirer.» Sandrine Gaume était la première «organisatrice» déclarée, celle qui a porté à la préfecture les

parcours des premières manif. Elle s'est aujourd'hui éloignée des groupes d'Angoulême pour se rapprocher du «groupe de Mansle» puis de la Charente-Maritime. «Franchement, on n'a rien entendu de bien. C'est insuffisant. Ce n'est pas ce que l'on attendait», disait-elle hier à l'approche d'une réunion de «référénts des groupes de Charente et Charente-Maritime». À Angoulême, Yoan Lotellier s'est éloigné de sa «collègue» de la première heure, mais partage ses po-

sitions. «Macron nous a embobinés. Des mesurètes sur le Smic, une petite victoire pour les retraités.» Celui qui refuse de passer pour un meneur, qui a jeté puis réenfilé son gilet jaune, qui arbore aujourd'hui un brassard blanc de pacifiste tout en filtrant au rond-point de Girac, assure qu'il a quitté «un mouvement qui s'appelait les gilets jaunes pour agir en tant que citoyen qui apporte son aide». Son gilet jaune, il ne le racrochiera cependant qu'une fois «que l'on aura obtenu l'organisation d'un référendum d'initiative citoyenne». Sans question précise. Pour le principe. «En attendant, on ne bougera pas. Il faut rebâtir la cohésion du mouvement.»

L'acte cinq

Mais lâcher, pas question. «On prépare l'acte cinq, jusqu'à l'acte dix en même temps», prévient Sébastien, engagé de la première heure. Il a même lâché son boulot de routier «pour une juste cause». Il a aussi retiré son gilet jaune. «Je suis un citoyen en colère.» Qui n'a pas lâché le morceau, qui n'a apporté aucun crédit aux propos du chef de l'État. «Cent balles sur le Smic, c'est une connerie. Il dit aux patrons de nous donner un 13^e mois. Il faudrait déjà baisser les charges salariales. Ça se ferait naturellement.» Il a pris le pouls du mouvement, s'apprêtait hier à déclencher une manifestation pour samedi, appelle de ses vœux «un pays mort, tout fermé». «On remet tout à zéro.» Mais il craint aussi «que ça monte deux fois plus à Paris». Ce fameux acte cinq que sent aussi monter Dylan, de toutes les actions depuis le 17, du blocage de la nationale à l'assèchement des centrales de Roullet et d'Anais.

Chasseneuil: le rond-point évacué

Après l'accident mortel de lundi après-midi, dans lequel une jeune femme de 26 ans a perdu la vie en s'encastrant dans un poids lourd (CL d'hier), la préfecture a ordonné hier aux manifestants de Chasseneuil de libérer le rond-point de Chantebuse. Il s'agissait du deuxième accident grave en deux semaines provoqué par un ralentissement dû aux opérations de filtrage. La préfecture a aussi pris un arrêté d'interdiction d'occupation du rond-point et prévient que tout retour des gilets jaunes à cet endroit sera dispersé. L'accident de lundi a provoqué un vif émoi jusque dans les rangs de gilets jaunes de Chasseneuil.

«Il faut que la raison l'emporte»

Christian Croizard, le maire de Mansle, était sur le rond-point de l'échangeur de la RN 10 avec quelques autres élus du secteur le premier samedi, le 17 novembre. Au fondement de sa colère jaune: «Le fossé qui se creuse entre le monde urbain et le monde rural.» Les annonces faites par Emmanuel Macron lundi soir lui paraissent aujourd'hui «des avancées significatives». Autour de lui, le maire entend que les avis sont partagés. «Mais à un moment donné, il faut que la raison l'emporte: le mouvement perturbe l'économie... Et 100 € de plus par mois pour quelqu'un qui gagne le Smic, ce n'est pas négligeable. Les heures supplémentaires défilées, c'est bien aussi: c'est normal que les gens qui travaillent plus gagnent plus.» Christian Croizard se méfie pourtant des effets d'annonce. «Les mesures vont coûter 14 milliards, il faut voir maintenant comment cela va être financé.» Quant au fait que les maires soient associés au futur grand débat, cela va aussi dans le bon sens selon lui. «Mais il ne faut pas oublier que l'on nous enlève aussi des moyens.»

«Le RIC ou rien»

Virginie est l'initiatrice de l'occupation du rond-point de La Rochefoucauld. Depuis le 17 novembre, elle «ne lâche rien.» Et ce ne sont pas les annonces présidentielles de lundi qui la feront céder. «Ici, pour nous, la revendication principale, c'est le RIC [référendum d'initiative citoyenne, en fait une consultation du peuple plus fréquente par voie référendaire, NDLR]. C'est la base: tant qu'on l'aura pas obtenu, on restera sur le rond-point jour et nuit.» Virginie trouve que les mesures annoncées sont pour le moment «trop abstraites». «On a rigolé devant la télé, Macron nous prend vraiment pour des pigeons.» Ex-side à domicile auprès des personnes âgées, elle tient bon parce qu'elle veut que le gouvernement cède. «Nos parents, nos grands-parents avant nous, n'ont pas cédé quand c'était leur lutte. À nous maintenant de montrer que l'on peut tenir aussi.» Elle et son compagnon sont en reconversion professionnelle, en train de créer leur affaire, mais pour le moment au chômage. «Ce qui me fait tenir depuis le début, jour et nuit, c'est la colère, le ras-le-bol: avec deux salaires, on n'y arrive pas et ce n'est pas normal.»

Damien Molin: un «gilet jaune libre» charentais reçu à Matignon



Damien Molin (Repro CL) a enchaîné les interviews depuis vendredi et sa rencontre avec Édouard Philippe au sein d'une délégation de sept «gilets jaunes libres». Ce coiffeur à domicile, originaire de Châlons-en-Champagne mais installé à Magnac depuis un an, n'est pas un habitué des médias.

Comment s'est-il retrouvé à porter la voix des gilets jaunes pour la Nouvelle-Aquitaine à Matignon? «Je connais bien Jacine Mouraud. À un moment, on a décidé à plusieurs de se rassembler et de créer ce mouvement des «gilets jaunes libres». On a rédigé une tribune» Tribune publiée par le JDD le 2 décembre, dans laquelle ce groupe en appelle au dialogue constructif et dénonce les violences. «Nous ne sommes ni élus, ni désignés, mais nous sommes des délégués nationaux car nous sommes là pour le rassemblement», décrit le jeune

homme de 27 ans. Damien Molin assure avoir rejoint le mouvement des gilets jaunes dès les premiers appels, trois semaines avant le premier acte le 17 novembre. «Je suis un entrepreneur et je ne m'en sors pas.» Il raconte avoir imprimé 7 000 affiches, distribué des gilets jaunes sur le rond-point des Effamiers à Soyaux. Ensuite, lui qui dit cultiver la discrétion, a partagé son temps entre les ronds-points charentais et ceux du Grand-Est. Parmi les autres «gilets jaunes libres», co-signataires de la tribune du 2 décembre, on trouve des noms comme celui du Toulousain Benjamin Cauchy dont nos confrères de France 3 Occitanie ont révélé le passé de syndicaliste étudiant et des rapports avec l'ultra-droite. «Je n'ai aucune connaissance du passé politique des gilets jaunes libres», répond Damien Molin. Notre mouvement est totalement apolitique et chacun a le droit d'avoir les opinions qu'il veut. Lui se dit non politisé, assure qu'il n'avait jamais manifesté auparavant. Et n'a pas été convaincu par les mesures annoncées par Emmanuel Macron lundi soir.

Le mouvement lycéen plie mais ne rompt pas

Environ deux cents lycéens sont restés mobilisés hier à Angoulême. Le mouvement a perdu en ampleur mais un noyau militant persiste.



À l'image de Kévin, certains lycéens s'inquiètent «vraiment» pour leur avenir.

Photos Quentin Petit

L'effet d'aubaine – «Super, je vais pas en cours aujourd'hui!» – et l'opportunisme violent – «On va tout casser!» – étant évanescents, le mouvement lycéen a compté ses forces hier dans les rues d'Angoulême. Au lendemain du coup de chaud orchestré par des jeunes dont la plupart ne sont plus scolarisés (CL d'hier) et le coup de main d'un groupe de gilets jaunes pour «encadrer» la manifestation, les lycéens en colère, essentiellement issus du Lisa, de Guez-de-Balzac et de Marguerite-de-Valois, ont déambulé dans les rues d'Angoulême, bloquant des carrefours en jouant au Uno, chantant La Marseillaise ou criant des «Macron démission».

Mais réduire la colère lycéenne à cette balade bruyante est une erreur. La plupart des 200 rescapés – leur nombre s'est effiloché au cours de la journée – sont parfaitement capables de dire pourquoi ils sèchent les cours. «La réforme va créer de vraies inégalités entre des lycées bien cotés et d'autres ringardisés. En gros, un bac obtenu à Henri-IV [prestigieux lycée parisien, NDLR] n'aura pas la même valeur qu'un bac obtenu, avec les mêmes notes, dans un lycée de banlieue», expliquent Jean-Marie, élève de terminale littéraire à Guez, et Maelys, en seconde au Lisa. Ils avaient tous les deux été reçus lundi par la directrice académique. «On a reçu une vraie écoute, mais les réponses ont été

très techniques. On a compris que les réponses, elle ne les avait pas non plus.»

Autres obstacles devant l'avenir des lycéens: les nouveaux cursus qui «obligent à faire des choix déterminants dès la seconde», des profs en moins, Parcoursup, le nouvel outil d'orientation qui «effectue un tri selon les milieux sociaux», les frais d'inscription plus élevés à l'université pour les étudiants étrangers...

«Nous avons dialogué avec nos profs»

«Nous avons dialogué avec nos profs, eux aussi contre cette réforme qui s'inscrit dans une logique comptable. Ils sont inquiets pour eux et pour nous. L'obligation d'abandonner certaines matières dès la seconde est par exemple mal comprise», avance Sacha, élève de seconde du Lisa.

L'autre enseignement d'hier, c'est que le coup de main des gilets jaunes lundi et hier matin a vécu. Un élève de terminale littéraire de Guez a résumé l'affaire: «Ça a permis de contenir les casseurs au début, mais ça a fini par ressembler à une classe verte avec des moniteurs qui nous disaient où aller, où prendre la pause. On leur a expliqué qu'on était assez grands pour manifester tout seuls.»

Plusieurs lycéens prévoient de poursuivre le mouvement selon des modalités qu'ils partageront jour par jour.



Aucun incident n'a été déploré hier.

Le post



Repro CL

» Je me demande si dans les autres villes ça se passe comme à Angoulême ou si on a le monopole de la connerie????

Martel

Twittos angoumoisin

Postée par deux comptes sur Twitter puis abondamment relayée, la vidéo de six lycéens angoumoins retournant une Twingo près de la place Victor-Hugo a entraîné de très nombreuses dénominations et commentaires outrés sur les réseaux sociaux. Pas de quoi faire une bonne pub aux lycéens angoumoins.



Ménage d'hiver

Le Département donne des livres

Beau geste. Si ça gagne pas, ça débarrasse... et ça cultive. Trois mille livres (romans, albums et documentaires jeunesse et adultes) vont être donnés par le Département la semaine prochaine. Il s'agit en fait d'ouvrages d'occasion, retirés des rayons du Service départemental de la lecture (SDL). Particuliers, associations et établissements publics peuvent venir fouiner et embarquer les livres qui les intéressent les 19, 20 et 21 décembre prochains, de 8h30 à 18 heures dans les locaux du SDL, 2, Les Glamots, 16440 Roulet-Saint-Estèphe.



Photo CL

Le sondage

61 % **Gilets jaunes.** Plus de 3 200 votants hier à 15 heures pour notre sondage proposé en ligne juste après les annonces d'Emmanuel Macron. À la question «Êtes-vous convaincus par les mesures proposées», vous êtes 61 % à répondre «non, parce qu'il n'a pas pris conscience de l'urgence». Et 39 % à penser au contraire que «cela peut convaincre les gilets jaunes».

Zone des Montagnes: l'agglomération interdit d'ouvrir plus de cinq dimanches par an

Champniers a tenté. Mais c'est raté. Hier soir, les élus de GrandAngoulême ont étudié la demande déposée par la commune dirigée par Jeanne Filloux, d'ouverture des commerces de la zone commerciale des Montagnes au-delà de cinq dimanches par an. La loi permet désormais aux maires d'accorder jusqu'à douze dimanches par an aux magasins et aux concessions automobiles. Champniers en souhaitait dix. Sauf que légalement, l'agglomération a le dernier mot. Et elle vient de dire «non». Un «non» franc et massif. Ce sera donc cinq et pas un de plus. Soixante-sept élus ont re-

jeté la demande de Champniers. Huit élus seulement ont joué une musique dissonante en s'abstenant ou en votant contre. Les élus de Champniers et de Soyaux.

Résultat prévisible: l'intitulé même de la délibération mise aux voix ne laissait pas de place au doute. Il était écrit: «*Je vous propose d'émettre un avis défavorable...*»

Si Champniers s'est fait envoyer promener, Soyaux a connu la même déconvenue: en octobre, François Nebout, le maire, avait aussi réclamé la possibilité d'ouvrir les commerces de sa commune plus de cinq dimanches par an. Une manière de favoriser l'activité commerciale de la zone de Carre-

four et du centre de La Jaufertie. Lui aussi a dû annoncer aux patrons de magasin qu'ils n'auraient aucune marge de manœuvre.

Il y a deux mois, ce sujet avait donné lieu à un débat nourri en conseil. Hier soir, les maires de Champniers et de Soyaux n'ont pas pris la parole quand le vice-président en charge du commerce, Roland Veaux, leur a offert la possibilité d'exprimer leur point de vue.

Champniers et Soyaux ne peuvent pas s'opposer au choix de GrandAngoulême: les maires sont tenus de se conformer à l'avis de leur communauté de communes de tutelle.

■ GrandAngoulême a lancé hier soir son plan local d'urbanisme intercommunal

■ Logement, commerce, les grandes lignes sont posées

■ Et les règles vont être bouleversées.

Julien PRIGENT
j.prigent@charentelibre.fr

C'est une révolution. Un changement radical des règles en matière de construction de logements et d'implantation commerciale. La fin des extensions urbaines importantes. La volonté de densifier bourgs et villes. Un stop au développement des zones commerciales. Le souhait de conserver un maximum d'espaces naturels et de zones agricoles. Il y a tout cela dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) que GrandAngoulême a adopté hier soir à l'unanimité et sans débat en conseil communautaire. Ce PLUi, que l'agglo est légalement tenue d'adopter, c'est un document très dense: 261 fichiers, des milliers de pages. En voilà les grands traits.

Logements: fini les extensions, on densifie

Ce PLUi marque «l'arrêt de décennies d'extension urbaine anarchique», selon les mots de Vincent You, le vice-président de GrandAngoulême en charge du dossier. Parce que cela coûte cher en réseau, en déploiement de services (comme les transports), parce que cela disperse la population et rend plus complexe l'aménagement commercial. Parce que cela grignote champs et bois. Seuls 30 % de constructions nouvelles pourront se faire en dehors

Commerce et logement, l'agglo serre la vis

Logement : densifier bourgs et villes pour en finir avec l'étalement urbain



des zones déjà urbanisées à Angoulême. Ce sera 50 % dans les quinze autres communes.

303,5 hectares ont été consommés en dix ans pour des logements et équipements entre 2005 et 2015. Ce sera 104 hectares maximum pour l'habitat lors des dix prochaines années.

Le reste des nouvelles constructions devra combler les dents creuses. Il s'agira aussi de réhabiliter des logements vacants ou les friches industrielles. De faire pousser des maisons dans des jardins.

Commerces: pas de zone nouvelle

Après le schéma commerce voté à l'unanimité en juin, le PLUi fixe les règles. Aucune nouvelle zone commerciale ne pourra voir le jour. Le but est de voir ouvrir des commerces dans les «péri-mètres de centralité», tracés commune par commune. Cela, c'est pour les boutiques, artisans, magasins de moins de 300 m².

“C'est l'arrêt de décennies d'extension urbaine anarchique.”

Pas pour les bars et restaurants, qui sont exclus de ce cadre. Mais cela signifie qu'il n'y aura plus d'ouverture de mini-zones comme celle de Villement au bord de la D 1000, ou plus récemment celle de La Combe à Saint-Yrieix. Ciblées, ces mini-zones: si un commerçant cesse son activité et si aucun repreneur ne s'y installe sous deux ans, «il ne pourra plus y avoir d'ouverture de commerce dans ce bâtiment», martèle Vincent You. S'appuyant sur les chiffres qui montrent un suréquipement commercial, GrandAngoulême

refuse également toute nouvelle zone d'envergure. Les commerces de périphérie existants pourront s'agrandir, mais «pas au-delà de 10 % de leur superficie». Au total, il n'y aura que «4 000 m²» d'extension possibles pour les dix ans à venir. À noter que la zone des Montagnes est exclue de ce règlement, car Champniers ne sera inclus dans ce PLUi qu'à l'horizon 2024.

Une passerelle édiflée à Bourguines

Ce PLUi entend préserver le maximum de zones naturelles. Et aussi créer des corridors écologiques. Pour le déplacement des animaux et le bien-être des habitants.

À Angoulême, il est ainsi question de créer un sentier de 2,4 kilomètres reliant les îles Aux Vaches, Marquet et Bourguines. Avec l'édification d'une passerelle entre ces deux dernières.

Les essences d'arbre des haies contrôlées

En matière de biodiversité, le PLUi va loin. Jusqu'à contrôler les essences d'arbre des haies nouvellement plantées. Fini les thuyas ou cyprès. Il ne pourra s'agir que d'essences locales, définies avec le concours de Charente Nature. Pour défendre la biodiversité locale, réduire les allergies aux essences exotiques, aussi. Diminuer aussi les tonnages de végétaux apportés dans les déchetteries.

En matière de défense de l'environnement toujours, 30 % des nouveaux espaces de stationnement devront également être végétalisés. Afin de limiter le tout goudron, générateur de chaleur, et réduire le ruissellement des eaux. Un des objectifs de ce PLUi est aussi de sanctuariser les zones agricoles. «Et de faciliter le maraîchage, via un nouveau zonage, pour favoriser les circuits courts», selon Vincent You.

■ Noël approche et la question du choix du sapin se pose ■ Un marché où règne la diversité des espèces, des modèles, des prix ■ Petit pratique et quelques clés pour vous y retrouver.

Mon beau sapin, oui mais lequel et à quel prix?

Gilles BILLEY
g.billey@charentelibre.fr

On enlève le jaune et on passe au vert. L'actualité ferait presque oublier que Noël approche. Et un Noël sans sapin c'est comme Pâques sans cloches, Roméo sans Juliette, l'équipe de France sans M'Bappé. Alors un sapin oui, mais encore faut-il faire le bon choix, au bon prix, avant de le décorer... et refaire l'opération à l'envers pour s'en débarrasser. CL est allé glaner quelques conseils chez des vendeurs du secteur Cognac-Châteaubernard pour vous aider à vous y retrouver.

■ Lequel enguirlander?

Épicéa, nordmann, nobilis, grandis, fraseri... il y a l'embarras du choix. L'épicéa supporte guirlandes et boules grâce à sa forme élancée, mais perd ses aiguilles et sa durée de vie est très courte. Si vous optez pour ce modèle, un conseil des spécialistes: l'acheter deux trois jours avant Noël afin d'éviter les surprises. Sinon, portez votre choix sur le nordmann, la star des sapins, durable, parfait pour guirlandes et boules, mais sans odeur et pas idéal surtout si vous aimez accrocher des sujets: ses branches sont trop souples. Dans ce cas, optez pour le nobilis, plus charnu, bleuté, au toucher doux; ou le grandis, plus vert.



Depuis le début de la semaine, les sapins s'envolent comme des petits pains sur tous les points de vente.

Photos G.B

Quand le fraseri cumule le tout, avec l'odeur en plus.

■ Naturel ou artificiel?

Naturel, coupé ou en pot, conseillent les professionnels. Privilégiez les sapins conservés en extérieur, la fraîcheur est essentielle. Ce conifère adore l'eau, jusqu'à un litre par jour, même coupé. N'hésitez pas à le plonger avec son so-

cle dans une baignoire une fois chez vous. Quant aux sapins naturels argentés c'est sympa, mais pas très écolo (colle, matières synthétiques... et pas ou peu recyclables). Cela vaut aussi pour l'artificiel, désastreux sur le plan environnemental (à base de pétrole, il faudrait le conserver 20 ans pour amortir son bilan carbone s'il vient d'Asie, selon le cabinet d'étude canadien Ellipsos).

■ À quel prix?

L'épicéa ouvre la gamme (8,50€ à Leclerc, 9€ à Auchan pour 80 cm), le nordmann se place en milieu de gamme, et on grimpe ensuite dans les tarifs. Lesquels s'élèvent à mesure que la pointe du sapin en fait de même, jusqu'à 3,50 m (de 50€ à 89€). Forcément, ils sont aussi affaire de qualité, la catégorie «premium» est plus chère que du premier choix, sans afficher un écart vraiment notable. On la trouve généralement dans les jardineries (Fief-Fleuri, dépôt du Jardin facile, Gamm Vert,...), chez des indépendants (parking Dacéco).

Certains font d'ailleurs des promos en ce moment, autant en profiter. On en trouve y compris dans les tailles 125-150 et 150-175 cm, les plus demandées, dans les 35€ en moyenne, 33,95€ pour du label rouge au Fief-Fleuri (qualités esthétiques et coupe tardive garanties).

■ Et après les fêtes?

On évite de le brûler, d'autant qu'il peut servir la bonne cause. Celle de Handicap international avec l'opération «Sacs à sapin» qui fête ses 25 ans cette année. 1,50€ lui est reversé à chaque sac vendu pour contribuer à financer ses actions dans près de 60 pays à travers le monde. Ces sacs sont biodégradables et labellisés «OK compost», grâce à leur composition en céréales non-OGM produites en France. Des collectes de sapins sont également organisées dans la plupart des communes. Ils sont recyclés en compost ou broyés pour être réutilisés. Et, surtout, ne soyez pas tête en l'air, conservez le socle, lui restera chaque année.



Afin de conserver son sapin plus longtemps, le stockage en extérieur est recommandé.

Hôpital: la CGT met fin à 20 ans de suprématie FO

Dans un contexte tendu par un déficit chronique, le syndicat devient majoritaire dans toutes les commissions où il s'est présenté.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

57 % des voix obtenus au comité technique d'établissement du centre hospitalier intercommunal du Pays de Cognac. Contre 43 % pour Force ouvrière. Soit six sièges de titulaires contre quatre chez FO. Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le syndicat CGT devient majoritaire à l'issue des élections professionnelles, dont les dernières se sont déroulées par vote électronique du 29 novembre au 6 décembre.

«Un résultat dont nous sommes évidemment très satisfaits. Une belle surprise qui vient récompenser notre implication, nos efforts en matière de communication et nos actions, notamment celles contre les suppressions de postes qui menaçaient l'hôpital récemment», se félicite le secrétaire de l'organisation, Thierry Caillault.

Dans toutes les commissions paritaires de l'établissement, la CGT détient désormais au moins un siège (1), hormis celle des techniciens et des sages-femmes où elle ne présentait pas de liste. Seule



Francis Fredon, de Force ouvrière, et Thierry Caillault, de la CGT, ont fait cause commune récemment et devraient continuer.

Photo G. B.

FO y aura un siège. Le syndicat perd néanmoins sa suprématie à l'hôpital, à l'issue d'un résultat «qui n'a rien de catastrophique non plus», estime Francis Fredon, un secrétaire qui entend «regagner la confiance des personnels à

l'avenir et convaincre en étant plus présent sur le terrain et sur l'aspect communication».

«Nous n'avons pas d'animosité envers la CGT. On va juste essayer de travailler autrement désormais, c'est l'enseignement à tirer de ces élections», juge-t-il. Et ce travail va principalement porter sur les conditions de travail, chantier prioritaire sur lequel les deux responsables syndicaux s'accordent à l'orée d'une année 2019 qui s'annonce encore compliquée pour l'établissement.

Un déficit plus lourd que prévu

Lundi, en conseil de surveillance, la direction de l'hôpital a fait état d'un déficit 2018 estimé à 3,6M€ alors qu'il était attendu à 3,3M€, selon les syndicats. Un plan de recettes et de dépenses prévisionnel a été présenté, assorti de mesures d'économie pour ramener le déficit à 2,2M€ à fin 2019 dans le cadre d'un contrat avec

l'Agence régionale de santé (ARS). Parmi elles, figure entre autre une baisse des charges de personnel de 152 000€, soit l'équivalent de cinq postes. Au-delà, l'année 2019 devrait aussi être marquée par le dossier de fusion de l'établissement avec celui de Châteauneuf, plus que jamais d'actualité.

(1) IDE catB, prep en pharmacie, manip radio: 2 sièges sur 2 (74,19 % des voix); secrétaires médicales: 1 siège sur 1 (58,33 %); aides-soignants, AMP, AP et ASH: la CGT remporte 2 sièges sur 3 (62,25 %). Dans toutes les autres commissions la CGT a 1 siège et FO 1 siège.

Un groupe de gilets jaunes investit la mairie



L'intrusion n'était pas prévue et a mobilisé les forces de l'ordre.

Photo M. B.

Ils ne portaient pas de chasuble mais c'était bien eux. Hier vers 14 h, un groupe de plusieurs dizaines de personnes s'est présenté à l'hôtel de ville de Cognac afin de demander la mise à disposition d'une salle de réunion au nom «des gilets jaunes». Profitant de l'effet de surprise et de masse, mais «respectueusement» d'après des témoins. Une demande que le maire, Michel Gourinchas, leur a été

accordée rapidement avant d'entrer avec eux (soit une cinquantaine de personnes au total) dans la salle du conseil. La presse n'était pas admise. D'après les premiers échos, l'idée d'un référendum d'initiative citoyenne a été évoquée, tout comme la nature des actions à venir. Le prochain rendez-vous est prévu ce samedi à 14 h, avec «rassemblement pacifique sur les marches de la mairie», auquel les gilets jaunes et leur famille sont conviés.

■ AIDE AU LOGEMENT

Prochaines permanences Adil 16 à Cognac. L'Adil 16 tiendra une permanence demain jeudi 13 décembre de 10 h à 12h15 et de 13h45 à 16h45 et jeudi 20 décembre uniquement le matin (10h à 12h15), à l'hôtel de communauté de Grand Cognac, 6, rue de Valdepeñas, à Cognac. Contact au 05.45.36.64.30.

■ GRAND COGNAC

Réunion du conseil communautaire demain jeudi à Châteaubernard. Jérôme Sourisseau présidera le conseil communautaire de Grand Cognac demain jeudi 13 décembre à 18 heures, à la salle du Castel à Châteaubernard.

Rouillac multiplie les conquêtes

Après Plaizac et Sonnevill, Gourville rejoint Rouillac, le mariage vient d'être validé. Une fusion de plus pour une cité qui attire, cœur d'un Rouillacais qui lui aussi fait des envieux.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Je dois être sexy.» Et Michel Trainaud, le maire de Rouillac, de se payer une bonne tranche de rire. Sexy, sa commune semble l'être en tout cas. Après Plaizac et Sonnevill, qui ont fusionné avec elle en janvier 2016, celle de Gourville convolera à son tour en justes noces le 1^{er} janvier prochain. Le dossier de fiançailles a été validé par la préfecture la semaine dernière. De première commune nouvelle de Charente, Rouillac va devenir ainsi «la première nouvelle à être nouvelle», s'amuse son maire. Et passera de 2400 à 3000 habitants à sa grande satisfaction. Pour l'instant, car il se dit prêt à voir plus grand encore.

«Notre dynamisme attire»

«De Saint-Cybardeaux, Mareuil, Vaux-Rouillac à Anville et Neuvilleq-Le-château, nos voisins de Charente-Maritime, ça aurait du sens, estime-t-il. Sachant qu'en fusionnant avec Gourville on élargit plus encore les possibilités, on peut donc même voir beaucoup plus loin. Moi, je ne ferme la porte à personne, je dis toujours oui au départ, on en discute ensuite».

Rouillac, la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf? Michel Trainaud s'en défend, d'autant, assure-t-il, qu'il ne fait jamais de l'œil aux prétendants, «Ce sont eux qui font la de-



Michel Trainaud (Rouillac), Christian Vignaud (Plaizac) et Philippe Turqat (Sonneville), initiateurs d'une commune nouvelle qui va accueillir Marie-France Basset (Gourville), le 1^{er} janvier prochain, pour former une nouvelle collectivité.

Photo archives CL

mande.» A l'image en juillet dernier, de Sigogne, commune limitrophe, laquelle souhaitait elle aussi rejoindre Rouillac. Son maire Jean-Philippe Roy du moins (1).

«Notre dynamisme attire», observe-t-il avec plaisir. Argument que son homologue de Sigogne avançait en effet pour justifier à l'époque son envie de fusion, sans

cache non plus celle qui allait de pair, sortir du même coup de l'agglomération de Grand Cognac, «structure qui nous immobilise».

Car si Rouillac attire, le Rouillacais également, un territoire auquel le pire était pourtant promis après avoir choisi de voguer seul en 2017, hors du périmètre des communautés de communes dessiné alors par l'application de

»

On se rend compte aujourd'hui que finalement ça fonctionne.

la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale).

«Or, on se rend compte aujourd'hui que finalement ça fonctionne, qu'on s'en sort bien, contrairement aussi à ce que nous redoutions nous-même d'ailleurs, il faut le reconnaître», souligne avec le sourire Christian Vignaud, président du Rouillacais.

Et de noter: «On sent une demande vers plus de proximité, de réactivité, à rapprocher avec le mouvement des gilets jaunes. Le Rouillacais est à ce titre un territoire à échelle humaine qui peut y répondre, différent de ces structures agglomérations XXL qui génèrent des frustrations chez les élus et dans lesquelles la gouvernance s'avère difficile. Forcément ça joue aussi en notre faveur».

En faveur d'un territoire qui fait aujourd'hui bien des envieux d'ailleurs dans les rangs des élus de Grand Cognac

(1) Jean-Philippe Roy avait dû faire marche arrière sous la pression conjuguée d'une partie de ses administrés et de l'agglomération de Grand Cognac.

Commune de Châteaubernard

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Commune de Châteaubernard, M. le Maire, 2, rue de la Commanderie, 16100 Châteaubernard, tél : 05 45 32 32 51.

Référence acheteur : 0007/2018.

L'avis implique un marché public.

Objet : marché de maîtrise d'œuvre, aménagement de la rue de la Commanderie et d'un parking arboré.

Procédure : Procédure adaptée.

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération : 70 %, valeur technique de l'offre ; 30 %, prix des prestations.

Remise des offres : Le mardi 15 janvier 2019 à 12 heures au plus tard.

Envoi à la publication : Le jeudi 6 décembre 2018.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

Marché sanglant à Strasbourg

■ Une fusillade a fait au moins deux morts et treize blessés grave hier soir sur le marché de Noël de Strasbourg

■ Le tireur, connu pour des faits de droit commun, est fiché S.

«**F**usillade dans le centre-ville de Strasbourg. Merci à tous de rester chez vous en attendant une clarification de la situation», a tweeté hier soir Alain Fontanel, premier adjoint au maire de Strasbourg. «Restez calmes et suivez les consignes qui seront diffusées» par les comptes officiels, a également tweeté la préfecture.

La fusillade a fait au moins deux morts, 13 blessés grave dont sept en urgence absolue sur le Marché de Noël de Strasbourg, les forces de l'ordre étant à la recherche du tireur qui a pris la fuite, selon la préfecture du Bas-Rhin.

Selon les informations de francinfo, les caméras de vidéosurveillance ont filmé un tireur isolé, qui aurait agi avec une arme de poing et un couteau. Il aurait tenté de tirer sur les forces de l'ordre. Avant de prendre la fuite, le tireur avait été blessé par une patrouille de soldats engagés dans l'opération Sentinelle. Il a été identifié. Le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'il était connu de la police pour des faits de droit commun. Il fait également l'objet d'une fiche S.

Agé de 29 ans et né à Strasbourg, il devait être interpellé hier matin pour tentative d'homicide mais il n'était pas à son domicile, affirme une source policière à France 3. Le traditionnel marché de Noël de Strasbourg qui a connu dans le



«Vers 20h, un individu armé est rentré dans le périmètre du marché de Noël, puis l'individu a ouvert le feu», selon la préfecture.

Photo AFP

passé des menaces d'attentat, est protégé en permanence par un important dispositif de surveillance.

Le tireur a fui

La «Grande Île», le centre historique de Strasbourg, a été entièrement bouclée par les forces de l'ordre qui ont invité les passants à se mettre à l'abri. Des militaires en arme, des policiers et des véhicules de secours ont afflué vers le lieu de la fusillade.

Des témoins ont indiqué avoir entendu plusieurs coups de feu aux alentours de 20h. La foule qui se pressait dans les rues les a quittées précipitamment. «On a entendu plusieurs coups de feu, trois peut-être, et on a vu plusieurs personnes courir. L'une d'elle est tombée, je ne

sais pas si c'est parce qu'elle a trébuché ou parce qu'elle a été touchée. Les gens du bar ont crié "ferme, ferme" et le bar a été fermé», a raconté un témoin et confiné dans son appartement.

Dans un tweet, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a dit être en train de suivre «la situation au centre de veille du ministère de l'Intérieur» avec le secrétaire d'État Laurent Nunez. «Nos services de sécurité et secours sont mobilisés. Ne propagez pas de rumeurs et suivez les conseils des autorités», ajoute le tweet.

Cette fusillade intervient alors que la France vit sous une menace terroriste élevée depuis la vague d'attentats jihadistes sans précédent qui a fait 246 tués depuis 2015. La France a été frappée deux fois cette

année au cours d'attaques qui ont fait cinq morts.

Le dernier a succombé à une attaque au couteau menée par

Khamzat Azimov, assaillant de 20 ans abattu par la police, dans le quartier touristique de l'Opéra, à Paris le 12 mai 2018.

La section antiterroriste saisie

La section antiterroriste du parquet de Paris a annoncé hier soir s'être saisie de l'enquête sur l'attaque de Strasbourg. Après évaluation de la situation, le parquet de Paris a ouvert une enquête de flagrance pour «assassinats, tentatives d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs terroriste criminelle», a-t-il précisé.

Les investigations sont confiées à

plusieurs services d'enquête: la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire, la direction interrégionale de la police judiciaire de Strasbourg et la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Le nouveau procureur de Paris Remy Heitz, qui a succédé le 16 novembre à François Molins, devait se rendre sur les lieux de l'attaque, a ajouté le parquet. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner également.

«Mardi noir»: 450 lycées perturbés

Le mouvement lycéen s'est poursuivi hier sans s'amplifier alors que des organisations de la jeunesse prévoient une journée «noire».

Le mouvement lycéen s'est poursuivi hier: 450 établissements ont été perturbés, dont 60 bloqués, et des centaines de lycéens ont manifesté dans plusieurs villes de France. Ce bilan est sensiblement équivalent à celui de lundi. Le mouvement, né la semaine dernière dans le sillage de la colère protéiforme des «gilets jaunes», proteste notamment contre la réforme du bac, qui introduit une part de contrôle continu dans les notes de l'examen, la plateforme d'accès à l'enseignement supérieur Parcoursup et le

service national universel (SNU). Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est engagé à ce que la liste des «spécialités» proposées l'an prochain dans chaque lycée en Première soient connues «avant les vacances de Noël». Une annonce censée rassurer les parents et lycéens toujours dans le flou sur plusieurs points de la réforme.

Quatre organisations (le syndicat lycéen UNL, la fédération des parents d'élèves FCPE, le syndicat SNPES-FSU et le syndicat des avocats de France SAF) ont protesté

par ailleurs contre «la répression» infligée aux lycéens.

Selon Louis Boyard, président de l'UNL, «en moins de sept jours, plus de 1.000 lycéens» ont été interpellés par les forces de l'ordre. «À Mantes-la-Jolie, les jeunes ont été filmés, humiliés, sans respect de la présomption d'innocence lors des gardes à vue», s'est indignée Laurence Roque, du SAF. «Macron nous fait la guerre et sa police aussi, mais on reste déterminé à bloquer le pays», scandaient hier les manifestants à Paris.



Les blocages de lycées se sont accompagnés de rassemblements, qui ont mobilisé quelques milliers de jeunes à Paris et en région.

Photo AFP

Hexagone

Des «gilets jaunes» un peu moins nombreux mais toujours actifs

«On ne lâchera pas!» A la quatrième semaine de ce mouvement inédit né sur les réseaux sociaux pour dénoncer la politique gouvernementale, 10.100 «gilets

jaunes» étaient recensés hier soir sur tout le territoire, contre 11.000 à la même heure mardi dernier, selon l'Intérieur. «On est sur la frange la plus mobilisée et la plus déterminée du

mouvement», a commenté une source à Beauvais. En fin de journée hier, le concessionnaire autoroutier Vinci faisait, lui, toujours état de «fortes perturbations



Photo AFP

localement» sur son réseau. Dans l'ouest, la mobilisation semblait marquer le pas. Mais sur ces points de blocage subsistants, la colère n'est pas

retombée après le discours d'Emmanuel Macron. «Tant que ça ne bougera pas, on restera là!», assure Charlene, une trentenaire sans emploi de Rennes.

Des annonces et des questions

Après les annonces, place au service après-vente: le Premier ministre a défendu devant l'Assemblée les mesures déclinées la veille. S'y ajoute la limitation des frais bancaires. Mais qui est concerné?

Édouard Philippe a défendu hier devant l'Assemblée les mesures déclinées la veille par Emmanuel Macron pour montrer qu'elles répondent aux demandes des «gilets jaunes». «Le président de la République a entendu la colère

qui s'exprime et a apporté les réponses qui s'imposaient», a assuré Édouard Philippe en détaillant les annonces du chef de l'État la veille, des mesures «massives» pour que «le travail paie», financées par l'État, a-t-il plaidé. Les mesures annoncées ont été chif-

frées à environ 10 milliards d'euros, qui viendront creuser le déficit public. Pour éviter à tout prix un «acte V» samedi, l'exécutif a par ailleurs annoncé encore un geste concret: Emmanuel Macron a obtenu hier une limitation des frais bancaires.

Smic. 100€ de plus, vraiment?

Hausse de la prime d'activité. C'est l'annonce principale faite par Emmanuel Macron lundi: l'augmentation de 100€ du salaire au smic. Mais en réalité il ne s'agit pas d'une véritable hausse du salaire minimum, mais d'une augmentation de la prime d'activité qui devait être augmentée par étapes jusqu'en 2021. Le Sénat, à majorité de droite, a voté hier la bonification à 30 euros de la prime d'activité au 1^{er} janvier 2019 et la création d'une seconde «bonification individuelle». Un second amendement ouvre 600M€ de crédits. «Ce montant permet à peu près une augmentation de la prime d'activité de 70€», a indiqué le ministre des Comptes publics Gérald Darmanin.

prestations sociales, ce qui exclut certains salariés. Une injustice que le gouvernement a annoncé vouloir réparer sans apporter de réponse. «Nous voulons essayer d'aller plus loin car tous les salariés au Smic ne touchent pas la prime d'activité. Faut-il modifier d'autres paramètres de la prime, faut-il regarder du côté des allègements de charge? Nous travaillons en ce sens pour compléter l'accélération de la prime d'activité. Cette revalorisation bénéficiera à près de 3 millions de ménages en 2019», a expliqué Matignon.

Salariés juste au-dessus du Smic. Les salariés sont concernés par la prime d'activité s'ils ne dépassent pas les plafonds de revenus suivants: 1.500€ net pour une personne seule, soit près de 1,3 Smic; 2.900€ pour un couple de deux enfants dont les deux membres travaillent, soit un peu moins de 2,5 Smic.

CSG. Exemption de la hausse mais quid de l'inflation?

70 % des retraités évitent la hausse. Le président a annoncé lundi l'exemption de la hausse de la CSG pour les retraités touchant moins de 2.000 euros par mois. Ainsi, 70% des retraités ne seront pas assujettis à la hausse de cet impôt, contre 40% avant, a précisé hier le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. «Avant, 40% des retraités n'étaient pas concernés par le 1,7 point supplémentaire (de CSG, ndr). Avec cette annulation, c'est 70% des retraités qui ne paient plus l'augmentation de la CSG. (...) Il reste 30% des retraités qui vont payer la hausse de 1,7 point», a-t-il détaillé.

assuré toutefois hier neuf organisations syndicales (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et solidaires). «Nous exigeons toujours la suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités et l'indexation de toutes les pensions sur l'évolution des salaires», explique l'intersyndicale dans un communiqué. «C'est difficile d'imaginer que les retraités puissent se satisfaire de cette mesure» après plusieurs années de quasi-gel des pensions et avec le «maintien» de leur «désindexation» par rapport à l'inflation, a justifié Pascal Santoni, membre de l'UCR-CGT. Pour réaliser des économies, le gouvernement prévoit de sous-revaloriser les pensions de 0,3% en 2019 et en 2020, nettement en

deçà de l'inflation qui tourne actuellement à 1,9%.

Appel à manifester le 18. «Dans de nombreuses villes (...), les mobilisations se poursuivent», a assuré l'intersyndicale, les retraités franciliens étant notamment appelés à se rassembler à Paris le 18 décembre devant le ministère de l'Économie et des Finances.

«Désindexation» par rapport à l'inflation. La «colère» et les «revendications» des retraités persistent, ont

Frais bancaires. Gel pour tous?

Un plafond de 25 euros mensuels. Réunis à l'Élysée par Emmanuel Macron pour apporter leur réponse à la crise des «gilets jaunes», les patrons des plus grandes banques françaises se sont engagés hier à geler les frais bancaires en 2019 et à plafonner ceux liés aux incidents bancaires à 25 euros mensuels pour «les populations les plus fragiles», soit «3,6 millions de personnes», selon une estimation de la Banque de France citée dans le communiqué d'annonce de la présidence. La présidence a précisé que le gel des frais bancaires n'était valable que pour l'année 2019 à ce stade,

tandis que le plafonnement des frais d'incident bancaire se voulait «pérenne». Les deux mesures devaient représenter jusqu'à «500 à 600 millions de pouvoir d'achat» en plus pour les particuliers, selon la Banque de France.

Le plafonnement fixé librement. Un communiqué publié par la Fédération bancaire française a toutefois nuancé les annonces de l'Élysée, la FBF assurant que le «niveau global de plafonnement (des frais d'incident bancaire) serait fixé librement par chaque banque, en fonction notamment de ses propres coûts».

Prime. Les entreprises prêtes?

Sur la base du volontariat. Lundi soir, le chef de l'État a annoncé une prime de fin d'année pour les salariés versée par les «entreprises qui le peuvent» ou encore le retour des heures supplémentaires «sans impôt ni charges dès 2019». «Les heures supplémentaires défiscalisées et nettes de charges sociales étaient réclamées par la CPME. Cela devrait inciter les employeurs à y recourir davantage tout en permettant aux salariés de ne pas payer d'impôt, et ce sans grever les finances publiques», a applaudi la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) estimant que neuf millions de salariés bénéficieraient de cette mesure sur les heures supplémentaires.

Des entreprises «pas en capacité». Concernant la prime de fin d'année, la CPME a néanmoins estimé que «le nombre de PME en capacité de distribuer une prime de ce type restera malheureusement limité». Il ne faut «pas laisser trop d'illusions à nos salariés», a renchéri sur France Info Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), l'un des grosses composantes du Medef. «Je ne suis pas sûr que toutes nos entreprises et bien loin de là soient en capacité de verser la prime.» Le Medef comme la CPME espèrent en tout cas désormais que les annonces vont calmer la grogne sociale et les manifestations qui secouent la France depuis près d'un mois.

DU 12 AU 13 DÉCEMBRE 2018*

L'offre du jour à prix coûtant

COQUILLES SAINT-JACQUES PECTEN MAXIMUS

Pêchées en ATLANTIQUE NORD-EST

*Selon les disponibilités d'approvisionnement. Les prix sont indiqués hors taxes. Les prix sont indiqués hors taxes. Les prix sont indiqués hors taxes.

ET DIRE QU'IL Y EN A QUI N'AIMENT PAS NOËL.

Chaque jour, une nouvelle offre sur noel.intermarche.com

Intermarché
TOUS UNIS CONTRE LA VIE CHÈRE

*Selon les disponibilités d'approvisionnement. Les prix sont indiqués hors taxes. Les prix sont indiqués hors taxes.

Cet après-midi



Beaucoup de nuages et quelques éclaircies

Les nuages porteurs de petites pluies ou d'averses s'éloignent vers l'Est. Puis les éclaircies reviennent par l'Ouest, avant qu'un voile nuageux assez dense envahisse le ciel en fin d'après-midi et soirée.
Le vent est faible d'Est à Sud-Est dominant. Il faiblit en fin de journée.

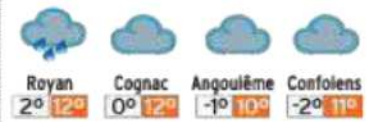
Jeu



Vendred



Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



MER

Viel / 14h

A la recherche des m illiards promis

POLITIQUE 23 millions de personnes ont regardé le chef de l'État, lundi soir. Un record qui n'atténuera pas les difficultés qui l'attendent : financer ses annonces et rassurer sa majorité

JEFFERSON DESPORT
ENVOYÉ SPÉCIAL
j.desport@sudouest.fr

Quelques heures après l'intervention d'Emmanuel Macron, les députés de la majorité étaient donc, hier, dans le jour d'après. Se raccrochant, au-delà des annonces en faveur du pouvoir d'achat, à l'idée d'un nouveau départ. D'une remise en marche. Et à l'audience de ses treize minutes de discours. Alors que son quinquennat reste suspendu dans le vide depuis la levée de boucliers des gilets jaunes, son intervention, lundi soir, a été regardée par 23 millions de Français. Un record. Et la preuve qu'en dépit de son impopularité – elle aussi record –, la parole du chef de l'État était attendue. Une première victoire après quatre semaines de défiance, de blocage et de violences.

« Je suis soulagée », avouait, hier, Catherine Fabre, députée LREM de Gironde, dans les couloirs de l'Assemblée. « Le président a reconnu ses erreurs. Il a pris ses responsabilités. Des sujets urgents ont été identifiés. Parlons d'équité fiscale, allons plus loin sur les Gafa, organisons cette grande concertation. »

Est-ce à dire que le plus dur est désormais derrière ? Que les gilets jaunes finiront par quitter leurs ronds-points ? À voir. Selon un sondage Odoxa publié hier, désormais 46 % des Français souhaitent l'arrêt de ce mouvement. Certes, ils ne sont pas encore majoritaires, mais c'est douze points de mieux que le 22 novembre. Plus significatif encore, les mesures annoncées par le chef de l'État sont toutes largement saluées, recueillant entre 55 et 85 % d'opinions favorables.

Où trouver l'argent ?

« Douze milliards d'euros ont été mis sur la table », rappelle Catherine Fabre. 12 milliards pour permettre aux salariés au smic de toucher 100 euros net de plus par mois dès le mois prochain, détaxer les heures supplémentaires et faire en sorte que la hausse de la CSG soit supprimée pour les retraités gagnant moins de 2 000 euros mensuels. Un train de mesures dont le Premier ministre a assuré le service après-vente, hier après-midi. Défendant une « accélération » du calendrier des réformes, il l'a répété dans l'hémicycle : « Il faut que le travail paye ».

Cependant, une question, et non des moindres, reste en suspens : celle

du financement. Où trouver cet argent, sachant que les grands arbitrages du budget 2019 ont déjà été rendus ? « Cela implique des conséquences en terme de déficit », a prévenu Édouard Philippe, tout en promettant qu'il n'y aura pas d'accélération ou d'augmentation de la dépense publique. Un député estimait que le déficit repasserait au-dessus de la barre des 3 %. « Vu la situation, la Commission européenne ne fera pas de difficultés », précisait-il.

Calinothérapie

Reste qu'au-delà de ce numéro d'équilibriste financier, le chef de l'État va également devoir surveiller sa majorité. Sinon revoir sa méthode de gouvernance. Hier matin, la réunion hebdomadaire du groupe LREM a vu, une fois encore, l'amer-tume s'inviter. Ces derniers jours, certains n'ont pas apprécié que le président préfère inviter des maires LR de la région parisienne pour entendre leur ressenti sur les gilets jaunes, plutôt que de sonder ses propres députés.

« Le groupe vit mal, souligne un participant. Le climat n'est pas bon. Il y a un vrai mal-être. Certains députés n'ont jamais vu le chef de l'État. Et l'idée se répand qu'il gouverne le pays avec cinq personnes. C'est l'échec de la méthode Macron. » « Tout ça va laisser des traces », confirme un autre.

La gestion médiatique des dernières semaines est aussi pointée du doigt. « On a envoyé des députés sur les plateaux de télé expliquer pourquoi il fallait tenir face aux gilets jaunes, mais sans leur dire de modérer leurs propos en vue des annonces à venir », déplore ce parlementaire. Qu'ils aient tous été invités, hier soir, à l'Élysée pour écouter et échanger avec le maître des lieux ne doit donc rien au hasard. Avec eux aussi, l'heure est à la calinothérapie.

Motion de censure

Une certitude, Emmanuel Macron a besoin que sa majorité tienne. Car, en face, l'opposition ne lui fera aucun cadeau. Hier, les groupes socialistes, communistes et France insoumise ont déposé une motion de censure contre le gouvernement. Si elle n'a aucune chance de passer, elle relancera néanmoins le débat sur les choix et les orientations du gouvernement. « Le compte n'y est pas. Ces mesures ne luttent pas contre les privilèges », soulignait hier Alain David, député PS de Gironde. « On va passer le cap de cette crise, pronostiquait un élu LREM, mais on va continuer à gouverner sur un volcan. La suite du quinquennat restera très éruptive. »



Édouard Philippe, hier à l'Assemblée, tente de convaincre que les mesures sociales déclinées la veille par aux demandes des « gilets jaunes ». PHOTO MAIFPP

Du flou sur le coût des mesures

FINANCES L'impact des décisions annoncées sur les comptes de l'État est en cours d'évaluation

Le flou qui entoure encore le financement des mesures annoncées, lundi en soirée, par Emmanuel Macron montre qu'elles ont été prises dans l'urgence de la tension sociale qui pèse sur la France depuis cinq semaines.

La prime d'activité boostée dès le mois de janvier, les heures supplémentaires détaxées, l'annulation de l'augmentation de la CSG (contribution sociale généralisée) pour les retraités à moins de 2 000 euros nets, les primes de fin d'année détaxées, ont un coût. Il a visiblement été chiffré dans un premier temps à « la louche » par Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

« Cela devrait coûter entre 8 et 10 milliards d'euros au budget de l'État, lâchait-il, hier, interrogé par nos confrères de l'AFP. Avant de glisser : « Nous sommes en train de préciser ce montant et comment nous allons le financer ». D'autres montants, plus

élevés, entre 10 et 15 milliards, circulent.

C'est au Premier ministre qu'il revient maintenant de préciser les modalités de financement, au plus tard lors de la discussion autour du budget de l'État à l'Assemblée, lundi 17 décembre.

Le déficit public dérape ?

Concernant l'impact budgétaire, on estime que la hausse des revenus de 100 euros nets, annoncée aux salariés rémunérés au smic, qui reposera sur l'anticipation des augmentations de la prime d'activité attribuée aux salariés les plus faibles (0,5 à 1,2 smic) devrait coûter 1,6 milliard d'euros aux CAF et à la MSA.

La suspension de l'augmentation de la CSG signifie un non-prélèvement de 15 milliard d'euros. Les heures supplémentaires détaxées vont entraîner un manque à gagner de 1,2 milliard d'euros pour la sécurité sociale



Olivier Dussopt a été chargé d'un premier chiffrage.

ARCHIVES ISABELLE LOUVIER/ASUD OUEST

et 1,7 milliard d'euros pour les caisses de l'État

« Compte tenu des annonces, je pense que le coût estimé par Olivier Dussopt est crédible », explique Eric Dor, docteur en sciences économiques de l'Isseg (Paris-Grenoble). Crédible aussi, le scénario d'une sortie de route du déficit public. Il devrait dépasser les 3 % du PIB exigé par l'Union européenne.

P.R

« **ON NE LÂCHERA PAS !** » Quelque 10 100 manifestants étaient recensés, hier à 18 heures sur tout le territoire, contre 11 000, mardi dernier, selon l'Intérieur. Dans l'ouest, la mobilisation semble marquer le pas mais sur les points de blocage subsistants, la colère n'est pas retombée après le discours d'Emmanuel Macron. En Gironde, la préfecture recensait 74 personnes sur une dizaine de rassemblements

PRIME DE FIN D'ANNÉE Les groupes Publicis, Altice, Iliad et LVMH vont accorder une prime de fin d'année à une partie de leurs salariés français. De 1 000 euros, elle ne compléterait que les plus bas salaires.

BRUXELLES OBSERVE La Commission européenne « suivra avec attention l'impact des annonces faites par le président » Macron sur le déficit français et leurs modalités de financement, a affirmé le Commissaire européen à l'Économie Pierre Moscovici. Comme chaque année, Bruxelles se donnera jusqu'au printemps pour analyser le budget français.

FRANÇOIS BAYROU « Ce que le président de la République a dit est très important, c'est un nouvel acte qui s'ouvre, pas seulement du quinquennat, mais depuis 30 ans que couvent ces problèmes », a estimé sur franceinfo le maire de Pau. « Depuis le premier jour, j'ai défendu cette ligne qui est : pas de réforme sans justice », a souligné le président du Modem.

LAURENT WAUQUIEZ « Mon souhait est que samedi prochain, il n'y ait pas de manifestation », a déclaré le président du parti Les Républicains (LR), sur BFMTV. « Je sais bien que ce sont les gilets jaunes qui décident et ne prennent pas d'instruction », mais « après avoir vu la France s'abîmer », il souligne qu'« on ne construira rien sur des décombres, on ne peut pas construire sur le chaos ».

SARKOZY À L'ÉLYSÉE Emmanuel Macron a reçu, vendredi, autour d'un déjeuner à l'Élysée, l'ancien président Nicolas Sarkozy, a-t-on appris hier auprès de l'entourage de l'ancien chef de l'État.

« Prêts à un Noël sur l'autoroute »



Jean-Pierre, 64 ans, retraité de la construction métallique, à Pau

« Le discours de Macron n'a

servi à rien. Les 100 euros, c'est une magouille. En fait, ce n'est même pas le smic mais une avance sur la prime d'activité qui devait être donnée dans les années à venir. Pour que ce mouvement s'arrête, il faudrait que le président supprime les privilèges, le Sénat, qu'on divise le nombre de députés par deux, et pareil pour leur salaire. Je suis gilet jaune depuis le 17 novembre et je vais le rester longtemps. Ce mouvement n'est pas prêt de s'arrêter. »



Tom Dubois, ancien adjoint de sécurité à Hendaye

« Les mesures annoncées par Emmanuel Macron, c'est un

tout petit, petit pas en avant. Mais on est très loin du compte, au regard du nombre de revendications que nous avons soumis. Nous nous sommes réunis hier soir (lundi) et nous sommes tous d'accord pour la poursuite du mouvement, et même son durcissement. L'augmentation du smic n'est pas assez conséquente et il ne touche pas à l'ISF, ne parle pas d'une mise à plat du système fiscal, pas plus que d'une hausse des salaires en général. Nous sommes prêts à passer Noël sur l'autoroute. »



Ben Houssoy, intérimaire à Dax

« Le discours du président, je l'ai écouté moins de cinq minutes sur la télévision

de notre quartier général de Saint-Paul-lès-Dax, et puis on est parti. C'est vrai qu'il y a eu un pas de fait mais c'est loin d'être assez. On demande plus. Personnellement, je me bats surtout pour mon pouvoir d'achat et le fait que nous soyons trop taxés. Pour beaucoup de gilets jaunes, c'est trop tard. Macron s'est esquivé, il a décidé de s'exprimer bien trop tard pour calmer la révolte. Nous allons continuer les actions dans la semaine et, ce week-end, nous irons manifester à Bordeaux. »

REPÈRES

25

euros, c'est le plafond mensuel des frais d'incident bancaire que les établissements français promettent d'établir pour les populations les plus fragiles, soit « 3,6 millions de personnes », selon la Banque de France. Les frais bancaires devraient être gelés en 2019.

2,5 %

le nouveau taux de déficit public, chiffré par Gérard Darmanin, après les mesures en faveur du pouvoir d'achat annoncées par l'exécutif. Avant cela, il devait s'établir à 1,9 %.

9

organisations syndicales maintiennent un appel à manifester, mardi 18 décembre, pour le pouvoir d'achat des retraités.

5

personnes ont trouvé la mort depuis le début du mouvement de blocages de voies de circulation, après le décès d'une jeune conductrice dont la voiture s'est encastrée sous un camion à l'arrêt, à l'approche d'un rond-point à Chasseneuil-sur-Bonnieu, en Charente.

Bercy, citadelle toute puissante

ADMINISTRATION Quand les hauts fonctionnaires du tentaculaire ministère de l'Économie imposent leurs vues à des ministres qui ne font que passer...

La scène se passe à la fin de l'été 2017, dominé par une polémique sur les APL (aide personnalisée au logement) et leur réduction de 5 euros. Deux ex-ministres du Budget échangent des souvenirs :

« Toi aussi, à ton arrivé, ils ont essayé de te faire le coup des APL ? »

— Oui. Mais j'ai tout de suite refusé. »

« Ils », ce sont les hauts fonctionnaires de Bercy qui voient les ministres défiler. Ils les accueillent avec une condescendance faussement respectueuse et leur ressortent immanquablement quelques idées fixes et propositions fétiches. Telle cette baisse des APL, que Gérald Darmanin a acceptée sans trop y prendre garde, parce qu'il fallait bien faire des économies et qu'au cœur de l'été et de l'état de grâce, ça passerait comme une carte postale à la poste.

« Ce ne sera pas possible »

Vendredi dernier, Emmanuel Macron confessait « une connerie », devant une quinzaine de maires des Yvelines. « Vous n'imaginez pas comme je ne suis pas aidé », soupirait-il, sans que l'on sache si la plainte visait ses conseillers, son Premier ministre, Bercy ou un peu des trois à la fois. Chaque semaine ou presque, il se plaint de la « technocratie » en Conseil des ministres.

Pendant sa campagne, Macron avait pourtant promis d'en finir avec elle. Il avait envisagé, une fois élu, de convoquer un par un cha-

que directeur d'administration centrale et autres hauts fonctionnaires avant de les confirmer... ou pas. Pris par le temps, le président n'est pas allé au bout, le processus s'est arrêté en cours de route.

Aujourd'hui, les rapports entre les ministres et leurs administrations sont terriblement « ancien monde ». Beaucoup se plaignent de ces fonctionnaires, certes très compétents et dotés d'un grand sens de l'État, mais qui n'en font qu'à leur tête. Les sempiternelles sentences reviennent : « ce ne sera pas possible », « cela ne s'est jamais fait ainsi ». Nombre de ministres partagent le même constat désabusé : « mon administration sait que je partirai ». Ils considèrent que le pays leur appartient, ajoute un jeune secrétaire d'État. Ils nous disent en substance : vous êtes le train, nous sommes la gare. »

Bouclier fiscal et autres fiascos

La « gare » principale s'appelle évidemment Bercy, ses milliers de fonctionnaires qui travaillent dans une enfilade d'imposants bâtiments, ses grands commis, au premier rang desquels le tout-puissant directeur du Trésor et celui du Budget, bien mieux payés que les ministres qu'ils regardent arriver et repartir. Ainsi, depuis 2004, il y a eu quatre directeurs généraux du Trésor pour onze ministres de l'Économie et neuf ministres du Budget...

Outre la baisse des APL, ce sont les fonctionnaires de Bercy qui ont



Gérald Darmanin, le ministre qui a fait passer la baisse des APL. PHOTO MAXPPP

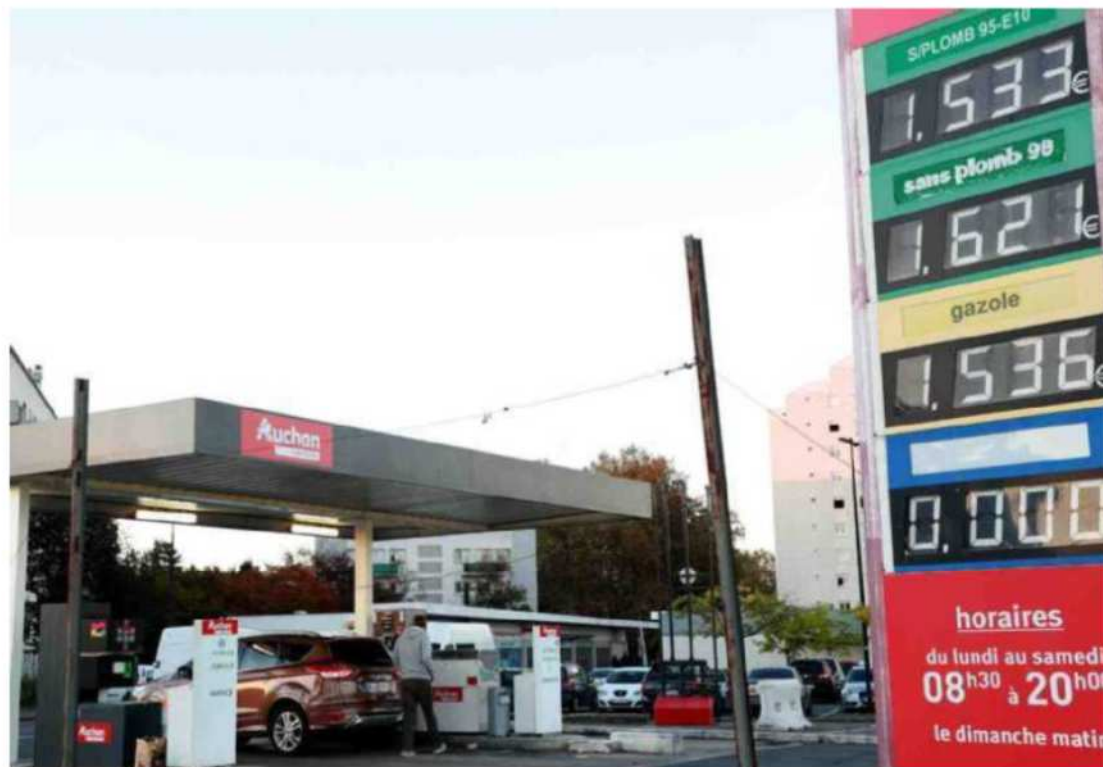
imposé le prélèvement à la source ou la hausse des taxes sur les carburants. Bien sûr, ils ne peuvent rien sans un relais politique. Sur ces deux derniers points, ils ont trouvé en Édouard Philippe et Alexis Kohler (un ancien de la maison) de puissants appuis face aux hésitations d'Emmanuel Macron.

Et qu'ils échouent, ils ne s'avouent pas vaincus. Exemple avec le « bouclier fiscal » promis par Nicolas Sarkozy pendant sa campagne : ne pouvant empêcher son instauration, ils ont expliqué au ministre qu'une simple déduction sur la déclaration d'impôt, « ce n'était pas possible ». Et imposé le remboursement a posteriori. C'est ainsi que Liliane Bettencourt a touché un chèque de... 30 millions d'euros, suscitant le scandale que l'on sait. Et condamnant le bouclier fiscal auquel Sarkozy a fini par renoncer...

Bruno Dive,
rédaction parisienne

A l'horizon, la hausse du prix des carburants

Taxe ou pas taxe, le marché mondial du pétrole pourrait réserver des surprises. La faiblesse des investissements entraînera d'ici peu le déclin de l'offre dans un contexte de forte demande



Qui peut parier que le litre d'essence ne sera pas à 1,80 € dans quelques années ? PHOTO ILLUSTRATION FABRICE COTTEAU / SUD OUEST

JEAN-DENIS RENARD
jd.renard@sudouest.fr

Vous envisagez un projet immobilier à une trentaine de kilomètres de Bordeaux, Bayonne ou La Rochelle, nettement moins coûteux que dans la première couronne urbaine ? Si vous appartenez à la catégorie des ménages à deux voitures et que vous travaillez en ville, il n'est pas dit que vous serez gagnants sur la durée. La crise des gilets jaunes l'a souligné : le coût des carburants est une variable qui détermine le poids du porte-monnaie.

Au terme du rétro-pédalage gouvernemental, il est entendu que la TICPE (la taxe sur l'énergie) ne va pas bouger au 1^{er} janvier. Pour le prix du carburant hors taxes, c'est une autre affaire. Les cours du pétrole sont déterminants pour le fixer, mais pas seulement, rappelle l'Ufip, l'Union française des industries pétrolières. « Les prix à la pompe dépendent des cotations des produits finis à Rotterdam, qui sont en euros. Les variations des cours du dollar par rapport à l'euro ont ainsi un effet à la hausse

ou à la baisse », souligne-t-on au siège parisien de l'organisme professionnel.

Savoir lire les augures

Sur les cours du pétrole stricto sensu, bien malin celui qui saura dessiner une tendance pour les mois à venir. Directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Turc Fatih Birol faisait part de son inquiétude, la semaine passée dans les colonnes de notre confrère « Le Monde ». « Je n'ai jamais vu une situation aussi imprévisible », confiait-il.

Alors à la hausse ? À la baisse ? « Comment voulez-vous prévoir ? Il y a quelques semaines, Trump promettait un embargo total sur l'Iran. Depuis, il a autorisé plusieurs pays à commercer avec lui », rappelle-t-on à l'Ufip. L'administration américaine a effectivement renoncé aux sanctions contre le Japon, la Chine, l'Inde et cinq autres pays qui s'aventuraient à acheter du pétrole iranien.

Les coups de frein de l'Opec peuvent également avoir des incidences. La semaine passée, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et la Russie ont décidé de limiter leur production pour faire remonter les

cours. L'accord a donné un coup de pouce au prix du baril. Mais les États-Unis, qui sont redevvenus le premier producteur planétaire grâce au pétrole de schiste, restent à l'écart de cette logique. Ce cavalier seul contribue à la volatilité des cours, le modèle économique du pétrole de schiste étant calé sur un temps court.

À plus long terme, les signaux sont préoccupants pour l'automobiliste. Depuis des années, les spécialistes multiplient les alertes sur la faiblesse des investissements dans la recherche de nouvelles ressources pétrolières. D'ici quelques années, elle fera mé-

caniquement fléchir l'offre, faute de nouveaux champs pétroliers à exploiter. Or la demande continue à croître dans le même temps, tirée par les pays émergents, au premier rang desquels la Chine.

Un coup de chaud d'ici 2025

À l'occasion de la publication de son rapport annuel, l'AIE réitérait l'avertissement le mois dernier : « L'analyse montre que la consommation de pétrole augmentera dans les prochaines décennies. Pour accompagner cette croissance, il faudrait que les projets de pétrole conventionnel (par opposition au pétrole de schiste,

NDLR) doublent par rapport à leur bas niveau actuel », indiquait l'Agence.

La pénurie à l'échelle planétaire pourrait frapper avant 2025, selon les analystes. Auteur d'« Or noir, la grande histoire du pétrole » (La Découverte, 2015) et directeur du Shift Project, un think tank spécialisé dans les enjeux énergétiques, le Girondin Matthieu Auzanneau va encore plus loin que l'AIE. « Sans le pétrole de schiste et sans la résurgence du pétrole en Irak, la production mondiale de brut aurait atteint depuis 2005 un pic, ou plus exactement un plateau ondulant », analyse-t-il sur son blog Oil Man, chroniques du début de la fin du pétrole, en pointant du doigt « le déclin de nombreuses zones historiques d'extraction de pétrole conventionnel ».

Les signaux clignotent ainsi en Russie. En septembre, Alexander Novak, le ministre de l'Énergie estimait que son pays pourrait augmenter les volumes extraits pendant trois ans au plus, avant une diminution de la production. Celle-ci est menacée par une vraie dégringolade en moins de vingt ans. Matthieu Auzanneau enfonce le clou : « Les découvertes de pétrole conventionnel ont atteint un nouveau point bas en 2017. Depuis l'époque de J.R. (le héros maléfisant de « Dallas », NDLR), l'humanité consomme plus de pétrole qu'elle n'en découvre, et l'écart ne cesse de se creuser », argumente-t-il.

« L'analyse montre que la consommation de pétrole augmentera dans les prochaines décennies »

Du côté de l'Ufip, on se montre moins affirmatif. « L'histoire est peuplée de gens qui se sont trompés sur le pétrole », y estime-t-on. « Mais nous sommes d'accord avec le constat de l'AIE sur la tendance de long terme », ajoute l'organisme.

Domicile-travail : le piège

Le consommateur ayant parfois la mémoire courte, il a pu oublier qu'en mars 2012, le baril de Brent atteignait un pic à 128 dollars. Les spécialistes n'excluent pas une remontée à ce niveau, voire plus, avant la fin de ce quinquennat. « Le carburant étant un produit très taxé, ces taxes jouent un effet amortisseur à la hausse comme à la baisse puisqu'elles ne varient pas en cours d'année », rassure l'Ufip. C'est exact. Mais qui peut parier que le litre d'essence ne sera pas à 1,80 € dans quelques années ?

Un tel niveau serait politiquement acrobatique dans une société où les distances domicile-travail ne cessent de s'accroître. Dans une note datée de 2016, l'Insee (Institut national de la statistique) Nouvelle-Aquitaine explique que, dans la région, plus de six actifs sur dix travaillent hors de leur commune de résidence. Parmi ces « navetteurs », un sur deux partait à plus de 14 kilomètres de chez lui en 2013. Jusqu'à la crise des gilets jaunes, on ne peut pas dire que cette « pétrole dépendance » a beaucoup ému les politiques.

LES CENTIMES DE LA COLÈRE

Au 1^{er} janvier 2018, la hausse de la composante carbone de la taxe sur l'énergie (la TICPE) et le rattrapage entre essence et gazole s'étaient traduits, TVA incluse, par une hausse de 3,9 centimes sur le litre d'essence et de 7,6 centimes sur celui de gazole. À l'époque, les cours mondiaux du Brent (le pétrole de la mer du Nord) se situaient autour de 67 dollars le baril.

La nouvelle hausse annoncée de

la TICPE au 1^{er} janvier 2019 était du même ordre : +2,86 centimes sur le litre d'essence, +6,43 centimes sur le litre de gazole, TVA incluse. Le flou domestique des chaudières était également concerné : +3,30 centimes le litre. Le grand public s'en est rendu compte en octobre, quand le baril de pétrole tuotait les 85 dollars le baril, plus de 25 % au-dessus de son niveau du 1^{er} janvier.

Les lycéens à nouveau dans la rue

ÉDUCATION

Hier, le nombre d'établissements touchés était sensiblement le même que lundi

Le mouvement lycéen s'est poursuivi sans s'amplifier hier alors que des organisations de la jeunesse prévoient une journée « noire » : 450 établissements ont été perturbés, dont 60 bloqués, et des centaines de lycéens ont manifesté dans plusieurs villes de France. Ce bilan est sensiblement équivalent à celui de lundi.

Interrogé sur la réforme du bac lors des questions à l'Assemblée, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a indiqué s'être engagé à ce que la liste des « spécialités » proposées l'an prochain dans chaque lycée en Première soient connues « avant les vacances de Noël ». Une annonce censée rassurer les parents et lycéens toujours dans le flou sur plusieurs points de la réforme.

Les blocages de lycées s'accompagnent de rassemblements, qui ont mobilisé quelques milliers de jeunes à Paris et en région : un gros millier de manifestants dans la capitale, même nombre à Rennes, 600 à Nancy et Angoulême, 300 à Auxerre, Dijon, Lyon, Nîmes, Montpellier, Mèrignac etc, selon les chiffres de la police.

EN BREF

BREXIT

Partie chercher des concessions sur l'accord de Brexit afin de satisfaire son parlement vent debout contre ce texte, Theresa May s'est trouvée confrontée à des dirigeants européens polis mais fermes dans leur volonté de ne pas rouvrir les négociations et dubitatifs sur les moyens de l'aider.

JAPON

Des avocats de Nissan ont informé lundi ceux de Renault sur les charges pesant contre le PDG du constructeur français, Carlos Ghosn, trois semaines après son arrestation à Tokyo pour des malversations présumées.

FILLON

Le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière a été condamné hier à Paris à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir accordé un emploi de complaisance, en partie fictif, à Penelope Fillon au sein de la « Revue des deux mondes ».

ENVIRONNEMENT

L'année 2018 a été la deuxième plus chaude en Arctique depuis le début des relevés en 1900, selon le rapport d'une agence gouvernementale américaine.



Suivez toute l'actualité de Strasbourg sur notre site.

Fusillade meurtrière dans le centre de Strasbourg

ATTAQUE Un tireur a tué au moins deux personnes et blessé treize autres dans le centre-ville près du marché de Noël. La piste terroriste était évoquée hier soir

YANN SAINT-SERNIN (AVEC AFP)
y.saint-sernin@sudouest.fr

Une fusillade mortelle est survenue hier soir dans le centre-ville de Strasbourg. Les premiers coups de feu ont été tirés peu avant 20 heures dans l'hypercentre, à proximité du marché de Noël. Selon les premières informations délivrées par la préfecture du Bas-Rhin, un tireur isolé aurait fait feu à plusieurs reprises, tuant au moins deux personnes. Treize autres auraient été blessées, dont sept se trouvaient en situation d'urgence absolue (bilan officiel hier à 23 h 30). Le tireur aurait ouvert le feu une première fois dans la rue des Grandes Arcades, une rue piétonne commerçante.

Dans sa fuite, le tireur aurait été blessé par des militaires du dispositif Sentinelle qui sécurisaient le marché de Noël. Une chasse à l'homme dans le centre-ville de Strasbourg a été lancée. Vers 22 heures, des échanges de coups de feu ont été entendus dans le quartier de Neudorf où il était recherché.

Le tireur aurait été rapidement identifié par les forces de l'ordre grâce aux caméras de vidéosurveillance. La police suspecte un homme de 29 ans, connu des services de police et fiché S par les services de renseignement. Il aurait été récemment impliqué dans une affaire de droit commun et devait être interpellé hier matin par les gendarmes dans le cadre d'une enquête pour tentative d'homicide, mais il ne se trouvait pas à son domicile.

Un marché très protégé

À l'heure où nous mettons sous presse, les motivations de son geste n'étaient pas connues. La thèse de l'attentat a néanmoins été rapidement évoquée de source policière et par la préfecture. Dans la foulée, le parquet anti-terroriste a ouvert une enquête de flagrance pour « assassinats, tentatives d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs terroriste criminelle » même si d'autres pistes ne pouvaient pas être totalement écartées. La sous-direction antiterroriste de la police judiciaire, la direction interrégionale de la police judiciaire de Strasbourg et la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ont été chargées des investigations.

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a quitté Paris hier dans la soirée pour Strasbourg. A Matignon, Edouard Philippe a activé la cellule interministérielle de crise.

Très rapidement, la mairie de Strasbourg a appelé les habitants à « rester chez eux » et à éviter les fe-



Les secours et les services de police dans le centre de Strasbourg, hier soir. PHOTO © VALSACE

nêtres. D'autres habitants sont restés confinés dans les cafés et restaurants du quartier. Le centre historique a été immédiatement confiné, tout comme le parlement européen, actuellement en session. Le CHU de Strasbourg a, pour sa part, activé le « plan blanc », impliquant notamment la mise à disposition de lits et de personnel soignant pour accueillir les victimes.

Le traditionnel marché de Noël de Strasbourg, qui a connu dans le passé des menaces d'attentat, est protégé en permanence par un important dispositif de surveillance. Il avait notamment fait l'objet d'une menace d'attentat à la bombe en 2000. En novembre 2016, quatre Strasbourgeois avaient été interpellés dans le cadre d'un projet djihadiste.

Par deux fois cette année

La France a été frappée deux fois cette année par des attaques qui ont fait cinq morts. La dernière victime a succombé à une attaque au couteau menée par Khamzat Azimov, assaillant de 20 ans abattu par la police, dans le quartier touristique de l'Opéra, à Paris le 12 mai 2018.

La précédente attaque s'était produite le 23 mars à Carcassonne et à Trèbes (Aude). Dans son périple meurtrier, Radouane Lakdim, un délinquant radicalisé de 25 ans, avait volé une voiture à Carcassonne dont il avait abattu le passager et blessé le conducteur par balles. Il avait ensuite tiré sur des policiers devant leur caserne avant d'entrer dans un supermarché à Trèbes où il avait tué un boucher, un client ainsi que le lieutenant-colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame.



Le Samu porte les premiers secours aux victimes. PHOTO AFP

DES RÉACTIONS

« Je voudrais avec les collègues adresser la solidarité de l'Assemblée nationale aux habitants de la ville de Strasbourg qui sont victimes ce soir d'une attaque qui a fait plusieurs morts et plusieurs blessés. »

OLIVIER BECHT (UDI), DÉPUTÉ DU HAUT-RHIN

« Toutes mes pensées aux victimes, à leurs proches et aux blessés de l'attentat de Strasbourg. Souhait et hommage aux forces de l'ordre mobilisées ce soir pour neutraliser l'assaillant. Combien d'attentats commis par des fichés S devons-nous encore subir avant d'adapter notre droit à la lutte contre le terrorisme ? Qu'attendons-nous pour enfin livrer bataille pour éradiquer l'intégrisme qui nous a déclaré la

guerre ? » LAURENT WAUQUIEZ, PRÉSIDENT DE LR

« Toutes nos pensées vont vers les victimes de la tuerie islamiste de Strasbourg et leurs proches, ainsi que vers les forces de l'ordre et les équipes de secours. Un changement radical doit intervenir, puisque la politique contre le terrorisme est manifestement défailante. » MARINE LE PEN, PRÉSIDENTE DU RN

« Dans ces moments-là tout s'arrête. Nous sommes un peuple. Nous sommes une nation. Nous sommes ensemble la République face aux assassins. Pensées solidaires aux familles. Remerciements aux forces de sécurité et au maire, Roland Ries. » OLIVIER FAURE, PREMIER SECRÉTAIRE DU PS

Radars, la casse du siècle

DÉGRADATIONS Déjà mis à mal par les 80 km/h, les radars automatiques du pays seraient pour moitié hors-service, victimes des gilets jaunes. La facture se chiffrera en millions

SYLVAIN COTTIN
s.cottin@sudouest.fr

Le père, la mère, leur fils Nicolas et Vicky, la belle-fille. Le dos collé à tour de rôle au radar automatique de Lembras (Dordogne), cette famille de gilets jaunes ne risque pas pour autant les geôles de la République. Rien qu'une broutille, en effet, au regard des attaques dont sont la cible la plupart des appareils de l'Hexagone. Vandalisés, quand ils ne sont pas purement et simplement détruits. Comme ceux de Bergerac (Dordogne), La Vigerie et Soyaux (Charente), Gaillac-en-Médoc ou encore Preignac (Gironde), tous incendiés au fil des dernières semaines. Ailleurs dans la région, c'est par dizaine que l'on compte aussi les machines recouvertes de peinture, de suie ou de bâches, souvent la vitre brisée.

Aucun chiffre officiel

Si les autorités se refusent à communiquer la moindre statistique par peur de la contagion, plus de la moitié des 4 500 radars automatiques du pays seraient déjà hors-service. Dans certains départements ruraux, la quasi-totalité sont même à l'arrêt, comme en Dordogne, où 19 des 23 radars sont hors d'état de nuire aux chauffards. Cinq mois après le passage aux 80 km/h, c'est peu dire que le mouvement des gilets jaunes aura décuplé la mise, désignant ces incorruptibles

mouchards comme autant de complices du pouvoir parisien. Quand bien même l'ouverture d'une enquête reste systématique, rares sont évidemment celles qui aboutissent. À moins que l'auteur ne soit surpris en flagrant délit d'attaque, comme ce manifestant récemment interpellé à Saint-Laurent-Médoc (33).

De très rares flagrants délits

Fin septembre, à Rouffignac-de-Sigoulès (24), les gendarmes ont également eu la main heureuse en tombant nez à nez avec quatre jeunes vandales armés de bombes de peinture. À l'heure du procès pour « dégradation légère par inscription sur un bien public », ceux-là risqueront en théorie quelque 1 500 euros d'amende, 120 heures de travaux d'intérêt général et la suspension

du permis de conduire. Une moindre peine lorsque l'on sait que la destruction en réunion les aurait menacés de 100 000 euros d'amende et sept années de prison.

Le coût des réparations

Car avec environ 500 cabines automatiques vandalisées chaque mois depuis l'été, quatre fois plus qu'aupa-

UN GEL DES RADARS ?

2019. Le gouvernement l'avait assuré bien avant les mouvements de contestation, le nombre de radars fixes – environ 4 500, soit 29 % des dispositifs – n'augmentera pas l'an prochain. On n'arrête pas, en revanche, le progrès, puisqu'une batterie de nouveaux appareils devraient être mis en service. Citons notamment le radar tourrelle multifonctions et surtout son cousin « double face », capable de flasher devant et derrière. Particulièrement utile pour flasher les deux-roues.

voilà autant de frais substantiels pour l'État, sachant qu'un tag ou une vitre cassée lui coûte environ 500 euros, sans compter une bonne semaine d'inactivité. Fort de ses 19 940 coups de flash l'an dernier, celui de la rocade d'Angoulême est ainsi au chômage technique pour plus longtemps encore, incendié, parmi tant d'autres, dans la nuit du 4 au 5 décembre.

Pour des dégâts nécessitant le remplacement d'un radar, la facture grimpe alors entre 60 000 et 80 000 euros avec une cabine fixe, le double pour un radar tronçon. Tandis que le gouvernement se réjouissait déjà d'une année record en termes de recettes liées aux excès de vitesse (1), nul doute que ces brusques



dépenses déséquilibreront sa balance. À la croisée des chemins des 80 km/h et des gilets jaunes, les dommages collatéraux se chiffrent déjà en millions d'euros.

« Ils sauvent des vies ! »

Bouc émissaire de la contestation provinciale et rurale, c'est pourtant sur les autoroutes, le périphérique parisien

et les rocades d'agglomérations que se trouvent les appareils les plus actifs. La région Ile-de-France concentrant ainsi 28 des 100 radars les plus efficaces. Présidente en colère de la Ligue contre la violence routière, Chantal Perrichon préfère un autre palmarès, celui des vies épargnées. « Nous oublions que ces technologies ont sauvé 40 000 personnes depuis 2003. Nous

C'EST CADEAU

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE OFFRE 3 000 LIVRES
Le Service départemental de la lecture (SDL) donne plus de 3 000 ouvrages (romans, albums et documentaires pour adultes et enfants) retirés des rayons selon les critères professionnels en vigueur.

Les dons de livres auront lieu les 19, 20 et 21 décembre, de 8 h 30 à 18 heures, dans les locaux du SDL 2, allée Les Glamots à Roulet.



ILLUSTRATION DANIEL BOZEC

pourquoi il faut recycler le petit aluminium

Désormais, la Charente est équipée pour recycler le petit aluminium. Capsules de café et autres collerettes de champagne sont à jeter dans la poubelle jaune

1 Qu'est-ce que le petit aluminium ?

Ce sont les déchets en aluminium inférieurs à 6 centimètres. Une taille qui ne permettait pas jusqu'alors de faire un tri très précis : ces déchets étaient incinérés, sans traitement spécifique. Capsule de café ou de thé, bouchons à vis, collerettes ou encore bougies chauffe-plats, sont désormais concernés par le recyclage et sont à jeter dans le sac ou bac jaune.

Ces emballages s'ajoutent à la liste déjà existante (plastiques, cartons, papiers et aciers).

2 Pourquoi recycler le petit aluminium ?

« Cela permet de valoriser cette matière », souligne Michel Coq, président de Calitom, service public des déchets de Charente. « C'est un matériau noble, explique Alexa Badin, responsable de la communication de Calitom. L'aluminium a plus de valeur lorsqu'il est recyclé. Et cela permet également de valoriser l'effort de tri des Charentais ! »

Il s'agit pourtant d'un des matériaux les moins bien triés. Au centre de tri Atrion à Mornac, on espère récupérer 60 tonnes de petit aluminium.



Michel Coq, président de Calitom, devant la quantité de petit aluminium récupéré en seulement sept jours. PHOTO A. Q.

3 Comment le centre de tri va-t-il s'organiser ?

Le centre de tri Atrion traite 100 % des déchets recyclables de Charente, et, depuis juin, une partie de ceux de Charente-Maritime, passant ainsi de 20 000 à 40 000 tonnes de déchets triés chaque année. Une augmentation de volume qui a permis au centre de tri de se doter d'un nouveau séparateur d'emballages non-ferreux, capable d'aller chercher les petits objets métalliques. Un champ magnétique permet de récupérer les métaux non ferreux, dont l'aluminium. Cela représente un investisse-

ment de 80 000 euros, que la structure espère rentabiliser à court terme, grâce notamment aux soutiens financiers versés en fonction des tonnages obtenus par l'éco-organisme Citéo.

Plus les Charentais trient, plus le centre perçoit des aides qui entrent en déduction du coût des déchets pour le contribuable. Atrion prévoit donc une campagne de communication à partir de la semaine prochaine, pour inciter les Charentais à faire ce petit geste supplémentaire, qui devra entrer dans les habitudes de chacun.

Sortez votre trousse et votre alambic

SEGONZAC Le Centre international des spiritueux s'est doté d'une réplique au 100^e d'un alambic pour les formations à la distillation

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

La prestance du cuivre couleur rouge brique, les courbes du col-de-cygne et du serpent. Chaque détail de l'alambic charentais est reproduit à l'identique, mais en cent fois plus petit. La chaudière du Centre international des spiritueux (CIDS) de Segonzac tient sur une petite table. Elle peut distiller 25 litres de liquide, et non 25 hectolitres comme ses grandes sœurs qui tournent à plein régime en ce moment dans la campagne charentaise.

« Il ne s'agit pas de microdistillation, que l'on utilise pour la sélection des vins, mais de "mini-distillation". L'objectif principal, c'est la formation. La distillation charentaise est reconnue dans le monde entier. Le système de double repasse est différent de la distillation à colonne ou de la distillation armagnacaise. Nous nous devions, en tant que centre de formation, de disposer d'un tel outil », décrit Pierre Szersnovicz, président du CIDS depuis 2012.

Formation à Marie-Galante !

Quelques entreprises disposent d'un engin similaire pour faire des essais. L'alambic « pédagogique » a été mis à la disposition du centre par Chalvignac, l'un des principaux fabricants de la région, cet été. Voilà trois ans que la directrice Quitterie Fourquet travaillait sur le projet. Il a fallu démontrer aux Douanes que l'appareil n'était



Quitterie Fourquet et Pierre Szersnovicz avec le mini-alambic.

PHOTO P.M.

pas destiné à une quelconque production. « On apprend comment allumer les chaudières, réaliser les coupes, manipuler les vannes, le gaz. L'intérêt, c'est que l'on peut se tromper. »

Un cycle de chauffe se concentre sur une demi-journée. La pratique vient illustrer en direct la théorie. « On a plusieurs formations, un module de quatre jours sur la distillation de tous les spiritueux, un autre de deux jours sur la distillation charentaise, un troisième de deux jours sur les réglages et la maintenance », détaille Quitterie Fourquet.

Le CIDS est né en 2000 dans le sillage de « l'université des eaux-de-vie », pour répondre à un besoin autour de la formation continue dans le créneau des spiritueux. Entre 200 à

250 personnes viennent chaque année dans le petit bourg de Segonzac pour se familiariser avec un aspect des spiritueux. On y croise des professionnels de la région, des personnes en reconversion, mais aussi des visiteurs venus du Canada ou des Caraïbes. . .

Pour eux, l'association a même lancé une session à Marie-Galante, en avril ! Elle récidive en janvier. « Ce sont des gens intéressés par le rhum, mais qui ont besoin de connaître les autres spiritueux ». L'autre mission du CIDS contribue à son envergure mondiale. Il a dès le départ décroché un rôle d'« observatoire des spiritueux ». Sa lettre de « veille » est suivie par 2 000 professionnels, dans le monde entier. Le site Internet vient d'être remodelé pour optimiser les recherches.

Deux cents lycéens ont manifesté dans le calme à Angoulême

ÉDUCATION

Le cortège a déambulé dans les rues angoumoises. Aucun incident n'est à déplorer

Pas de « mardi noir », hier à Angoulême ! Les appels des casseurs sur les réseaux sociaux pouvaient laisser présager une journée mouvementée. Dans la cité des Valois, il n'en fut rien. Les 200 lycéens angoumoisins du Lycée de l'image et du son (Lisa), de Guez-de-Balzac ou encore de Marguerite-deValois ont manifesté dans le calme, dès 8 heures du matin.

Comme lundi, il s'agissait de protester contre la réforme du bac, mais aussi Parcoursup. Lundi après-midi, une délégation de neuf lycéens avait été reçue par la directrice académique de l'Éducation nationale afin d'évoquer ces différentes thématiques.

Dispersion à la mi-journée

Hier matin, depuis son établissement respectif, chacun a gagné le centre-ville d'Angoulême. Encadré par une dizaine de gilets jaunes ver-



En fin de matinée, le cortège est descendu vers la gare d'Angoulême. PHOTO LOIC DEQUIER

sion « service d'ordre », le cortège s'est réuni devant la mairie avant de filer pour un premier sit-in devant la cathédrale.

Puis direction Guez-de-Balzac, où quelques lycéens ont tenté de bloquer la porte d'entrée. En vain. Là, les policiers ont procédé à quelques fouilles sur un groupe de jeunes. Ils

ont saisi des pétards. Le cortège a ensuite pris la direction du palais de justice au son des « Macron démission ». Puis les lycéens ont déambulé vers la mairie et la gare avant une dispersion en fin de matinée. Dans l'après-midi, une centaine de lycéens a bloqué plusieurs rues du centre-ville.

Antoine Beneyt

Dotations : la préfète joue la transparence

DÉPARTEMENT

On peut désormais voir la liste des 150 dossiers éligibles en 2018 aux dotations aux collectivités

« C'est une première qui sera pérennisée », promet Marie Lajus, préfète de Charente. Les services de la préfecture de Charente ont mis en ligne hier les 150 dossiers éligibles en 2018 aux dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR), ainsi que les dotations de soutien à l'investissement local (DSL). Soit un montant de 135 millions d'euros (1) pour accompagner les territoires, projets des maires, des intercommunalités voire du Département, sur toute la Charente. « Même si on pratique une certaine équité, on a retenu globalement plus de projets dans les zones fragiles du nord et de l'est de la Charente », précise la représentante de l'État.

Quelques nouveautés en 2019

Pour la préfète, il s'agit de faire savoir ce que l'État finance « alors qu'on parle toujours de la baisse des dotations de fonctionnement aux collectivités ». Marie Lajus défend « la stratégie générale de l'État entre la gestion plus parcimonieuse des frais de fonctionnement et l'investissement public sur des projets structurants et exemplaires sur le plan environnemental ou en matière de service public en milieu rural ». Lundi, la commis-



Marie Lajus, préfète de la Charente. PHOTO LOIC DEQUIER

sion départementale d'élus des collectivités, et de parlementaires depuis 2018, pour la DETR s'est réunie pour déterminer les catégories d'opérations éligibles en 2019, dossiers à remettre au printemps pour une réponse en juin (en moyenne 8 à 10 % de dossiers recalés). On connaîtra le montant de la nouvelle enveloppe en janvier-février 2019 « sachant qu'il y a maintien de ces dotations dans le projet de loi de finances », précise la préfète.

Le souhait de l'État est sur 2019 de « travailler encore plus en amont avec les collectivités ». Et au chapitre des nouveautés, de faire figurer le renforcement des centres-bourgs (acquisition, restauration de bâtiments, créations de logements), les aménagements de bourgs, les espaces de coworking et le financement des terrains des aires d'accueil des gens du voyage.

H. R.

(1) Sur www.charente.gouv.fr

Urbanisme : l'arrêt de l'extension anarchique

GRAND-ANGOULÊME L'Agglo a arrêté hier ses feuilles de route et son plan local d'urbanisme intercommunal, à voter en décembre 2019

HÉLÈNE RIETSCH
hurietsch@sudouest.fr

C'est un pavé. Tellement costaud qu'il n'a pas été transmis par mail aux élus communautaires de l'Agglo « en raison de son poids informatique ». Il s'agit du dossier du plan local d'urbanisme intercommunal, en gestation depuis 2015. Un document de planification qui fixe pour les prochaines années l'urbanisme réglementaire à l'échelle de l'intercommunalité.

Son fondement politique ? L'arrêt de « l'extension urbaine anarchique » sur le principe du développement durable. Concrètement, il doit se traduire par le réinvestissement plutôt que l'extension. Réinvestissement sur le terrain des dents creuses (2 400 logements retenus), les logements vacants (80 par an), les friches industrielles (100 logements par an) et la filière courte de productions de logements (100 logements Bimby par an). « Avec pour Angoulême, l'obligation de réaliser 70 % de la production en logements au sein des zones urbaines contre 30 % en extensions de l'enveloppe urbaine. Pour les autres communes de l'agglo, c'est



Jean-François Dauré défend la limitation des surfaces constructibles. PHOTO ARCHIVES L.G.

du 50-50 % », explique Vincent You, vice-président.

Renforcer les centralités

Particularité de ce PLUI, avoir été conçu pour 16 communes, mais être arrêté hier soir par 38. Il sera soumis à enquête publique en avril-mai 2019 pour une approbation en décembre 2019. Il faudra attendre 2020 voire 2021 pour qu'une nouvelle mouture à 38 soit élaborée.

AUTRES CAPS

DERNIERS TRANSFERTS DE COMPÉTENCES ACTÉS Dix-huit dossiers de transferts de compétence ont été actés hier, la période de transition de deux ans après la fusion des quatre EPCI touchant à sa fin.

PROJET DE L'AGGLO VOTÉ À L'UNANIMITÉ Obligation légale, Grand-Angoulême a approuvé hier son projet d'agglo sur les bases du précédent 2015-2025 approuvé à 16 communes et le travail mené à 38. Avec quelques regrets exprimés sur ses finances. « Une feuille de route qui sera forcément amendée », a répondu Jean-François Dauré.

Son autre pilier est le renforcement des centralités, changement de paradigme « pour limiter l'extension des zones commerciales périphériques », déjà exprimé dans le schéma commercial, voté en juin dernier. Et sur le terrain des logements, les zones à urbaniser doivent être situées en continuité et en connexions des centres-villes et centres-bourgs. Avec cette volonté de « retrouver un esprit village au cœur des bourgs ».

Le vent frais d'XOcéan souffle sur la ville

ÉCONOMIE Une poissonnerie a ouvert hier, sur l'avenue Victor-Hugo. Une première dans le paysage commercial de la ville. Au gouvernail, les époux Ménard, qui se sédentarisent

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

La marée s'avance enfin jusqu'à Cognac. Grâce à la poissonnerie XOcéan, la ville se trouve un peu plus près de la mer. Ce nouveau commerce a ouvert hier « Avec une certaine excitation », confient les époux Ménard. Séverine et Wilfrid sont les patrons de l'entreprise flambant neuf, installée rue Victor-Hugo, juste en face de la Fromentière (dont le gérant est propriétaire). « Ce projet, on y réfléchit depuis trois ans, alors il nous tardait d'être installés », confient les nouveaux locataires.

Car pour eux, c'est un peu un changement de vie. Depuis vingt ans, ils écumaient les marchés : Angoulême, Barbezieux, Ruelle... Désormais, les voilà abrités du vent. « On va quand même garder les marchés en parallèle, précisent-ils. Même celui de Châteaubernard. Mais si jamais les gens viennent plutôt à la boutique et que le chiffre baisse là-bas de 50 %, alors on arrêtera. »

200 m² de cuisine

L'intérêt de cette boutique ? Ses cuisines. Sur 200 mètres carrés, deux cuisiniers s'activent. « Je suis cuisinier traiteur à la base, précise Wilfrid Ménard. On va donc proposer un service traiteur. Le principe, c'est le fait maison. Les clients pourront par exemple trouver de la paëlla de la mer, de la choucroute de la mer, de la brandade de morue à l'ancienne, de la salade de poulpe... De bons petits plats que l'on propose



Séverine et Wilfrid Ménard, âgés de 44 et 45 ans, sont à la tête de la seule poissonnerie indépendante ouverte l'après-midi dans la ville. PHOTO J. G.

à des prix raisonnables. » Pourtant, XOcéan occupe une place bien à part. C'est la seule boutique fixe et indépendante à Cognac. Il y a bien le marché couvert, mais il ferme ses portes l'après-midi, tandis que le nouveau venu ouvrira de 8 à 13 heures (du mardi au dimanche) et de 16 h 30 à 19 h 30 (du mardi au samedi). Leurs seuls concurrents directs sont donc les espaces poissonneries de Leclerc, Auchan et Intermarché. « Mais si l'on en croit les premiers retours des gens qui savent qu'on va ouvrir, c'est

une offre qui manquait. Nous sommes très attendus. Cela nous rassure. »

Le choix de Cognac ne doit rien au hasard. Séverine est originaire de Cognac et Wilfrid de Germignac (17). « On nous a fait des offres à Angoulême mais c'est à Cognac qu'on voulait s'installer. Il y a une belle clientèle à satisfaire. »

Quatre emplois créés

Cette nouvelle entreprise est également synonyme de création d'emplois : deux personnes en cui-

sine, et deux autres au service. « Moi, j'y crois », affirme Alexandre. Cet ancien patron à son compte, qui a fait autant dans le gros que le détail, a embarqué à bord du navire comme salarié. « Je pense que ça va marcher, c'est presque mon bébé. »

Et pas question d'interroger le patron pour savoir si son poisson est frais. « Je suis à la criée de La Rochelle de 23 heures à 3 heures du matin. Ensuite on dispatche et on trie. Le banc est finalement installé vers 6 heures. »

Le Parti de gauche revient dans le jeu

POLITIQUE Serge Lebreton devient animateur et dit « comprendre » les violences des gilets jaunes



Serge Lebreton, ancien adjoint au maire de Cognac, devient animateur du Parti de gauche. ARCHIVES ANNE LACAUD

Il l'avoue de lui-même. « La France insoumise et le Parti de gauche étaient un peu en sommeil ces derniers temps, entame Serge Lebreton. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de réunion. » C'est donc pour remettre la machine en marche que l'ancien adjoint de Michel Gourinchas reprend la casquette d'animateur du PG, comptant aujourd'hui une vingtaine de membres. « On s'est demandé comment relancer les choses. A la rentrée, on s'est dit qu'avant de parler politique, on pourrait parler des médias. Ce sera fait via un débat le 18 janvier. » Mais ne serait-ce pas la perspective des élections européennes, au printemps prochain, qui explique ce soudain réveil ? « Pas seulement, nuance Serge Lebreton. Mais effectivement, à chaque échéance, on a été présent, et il faut remobiliser les forces. » D'ailleurs, on a pu apercevoir le militant dans les

manifestations des gilets jaunes. « J'observe, j'essaie de comprendre. Je ne pense pas que ce soit une jacquerie mais plutôt des sans-culottes. Leurs revendications sont en train de se structurer. Le prolétariat s'organise mais ne veut pas des partis. Je sens que la colère monte, avec une grande souffrance. Les gilets jaunes veulent un autre modèle. »

Quid des violences ?

Mais tout de même, les actes de violence ne lui posent-ils pas question ? « Si ce ne sont que des voitures brûlées et quelques pavés jetés, sans violence physique, alors c'est simplement qu'ils renvoient la violence dont ils s'estiment victimes. Alors pourquoi pas. En tout cas, il faut avoir le courage de dire que si ça a bougé, c'est pas en occupant les ronds-points mais avec ce qui s'est passé à Paris. »

Jonathan Guérin

Les cyclotouristes vont faire halte

La ville de Cognac accueillera, pour la première fois en Charente, 10 000 à 12 000 cycloportifs de France et de pays étrangers, pour la 81^e Semaine fédérale internationale de cyclotourisme, du 4 au 11 août 2019, organisée sous l'égide de la Fédération française de cyclotourisme. Alors que la course propose chaque jour un circuit différent, plusieurs villes vont accueillir les concurrents : ce sont des « points d'accueil ». Le défi est sportif, touristique, culturel, patrimonial et gastronomique.

Bénévoles recherchés

Lignières-Sonneville, village au cœur de la Grande-Champagne, servira de point d'accueil, lundi 5 août, avec Barbezieux, lors de la boucle n°2 « Au cœur du Cognac » (5 circuits de 60 à 150 km). Les modalités d'organisation ont été présentées vendredi aux élus et aux bénévoles des associations locales, lors d'une réunion animée par Bernard Goyon, président du Comité d'organisation (Cosfic 2019), Jean-Claude Vergnaud, président du vélo club Sud-Est Charente, responsable du point d'accueil de Lignières-Sonneville.



Vendredi, la convention entre la mairie et le comité d'organisation de la Semaine fédérale de cyclotourisme a été signée. PHOTO S. M.

L'accueil se fera sur le stade de 7 h 30 à 17 heures (accès fléché). Le village sera décoré. Des animations et des stands valorisant des produits du terroir sont à étudier pour donner envie aux cyclistes de revenir dans la région. Un appel est lancé aux bénévoles qui souhaitent apporter leur aide (1). Quelque 1 500 à 2 000 cyclos devraient passer dans la journée (carrefour de trois circuits). Dans

le cadre du développement durable et de la protection de l'environnement, une réunion est prévue avec Calitom, partenaire. Après avoir débattu des modalités de cette journée, une convention a été signée entre le maire et le comité d'organisation.

Samuel Méchain

(1) Contact auprès de la mairie de Lignières ou au 06 03 83 63 22.

Le coup de cœur d'une exposition de photos

Pendant trois jours, le petit Musée des arts vivants de Bréville va ouvrir ses portes au public à l'occasion d'une démarche solidaire originale. Éric Naud est, depuis 2016, le créateur et le référent d'une association appelée « Les Lettres au service des maux ». L'association assiste les familles confrontées en leur sein aux difficultés du polyhandicap, ou aux problèmes des comportements lourds : souci du maintien à domicile avec l'assistance d'intervenants spécifiques, aide aux démarches administratives, soutien humain, social et financier. . .

Un soutien

Dans cet esprit, toute initiative solidaire est efficace. C'est pourquoi l'artiste-photographe Nathalie Moinet a eu l'idée d'une exposition-vente d'une vingtaine de ses œuvres (sur toile ou encadrées), « La Malle aux photos », pour partager l'espoir de lutter contre le mal là où il se trouve. Des tee-shirts de l'association seront également proposés à la vente. Le



Nathalie Moinet, avec quelques œuvres. PHOTO P.B.

vernissage de l'expo aura lieu vendredi à 18 h 30. Le musée des arts vivants, animé par l'association Art et bois à Bréville (Arbbre), sera ouvert samedi et dimanche, de 15 à 18 heures. L'entrée est gratuite et ouverte à tous.
Pierre Barreteau

Contacts : Éric Naud, tél. 06 76 45 76 78 ;
Nathalie Moinet, tél. 06 29 96 04 67.

Faible croissance de l'emploi salarié

TRAVAIL Le nombre de créations de postes progresse, mais à un rythme très lent au troisième trimestre

L'emploi salarié a progressé en France au troisième trimestre 2018 pour le quatorzième trimestre consécutif, mais au rythme seulement de 0,1 %, selon des chiffres définitifs de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publiés hier. Les créations nettes d'emplois salariés atteignent +15 000 après +15 900 au trimestre précédent. L'emploi recule de nouveau dans la fonction publique (-7 400) et augmente encore modérément dans le privé (+22 400). Sur un an, il s'accroît de 175 100 (soit +0,7 %) : +197 200 dans le privé et -22 100 dans la fonction publique.

Dans les services marchands, l'emploi salarié ralentit du fait de l'intérim et n'augmente plus que de 15 300, soit +0,1 % après +0,2 % le trimestre précédent. Sur un an, ce secteur porte l'essentiel des créations nettes d'emplois salariés : +158 300, soit +1,3 %. La baisse



L'emploi industriel reste stable. PHOTO ARCHIVES MICHELAMAT

de l'emploi du secteur intérimaire s'accroît au 3^e trimestre : -1,2 % après -0,6 % au trimestre précédent. Sur un an, il reste en hausse : +22 200, soit +2,9 %.

L'emploi industriel reste stable au troisième trimestre et demeure en légère hausse sur un an (+4 300). Les créations nettes d'emplois salariés restent solides dans la construction : +5 400 (soit +0,4 %, comme au deuxième trimestre). Sur un an, elles atteignent +29 100 (soit +2,2 %).

Le secteur des transports embauche

SOCIAL Le transport routier a atteint des effectifs records en 2017. Cette hausse devrait se poursuivre



Plus de 723 000 salariés travailleraient dans le secteur du transport routier, fin 2018. PHOTO ARCHIVES PHILIPPE SALVAT

La branche du transport routier en France a franchi pour la première fois, en 2017, le seuil des 700 000 salariés malgré des difficultés de recrutement de plus en plus criantes, une tendance qui devrait se poursuivre en 2018, selon un rapport publié hier. La profession comptait 701 400 salariés l'an passé, grâce à une progression de 2,6 % par rapport à 2016, et elle devrait recenser plus de 723 000 salariés à fin 2018, soit une hausse des effectifs de 3,1 % sur un an, indique l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique (OPTL) dans son rapport annuel.

« L'année 2018 a confirmé, dans la lignée de ce que nous observons depuis 2013, la dynamique positive de l'emploi dans la branche transports et logistique », commente dans un communiqué Bruno Lefebvre, le vice-président de l'OPTL. En 2017, la croissance des effectifs a été tirée par le transport routier de marchandises (+3,9 %) et les prestataires logistiques (+4,8 %), mais pas par le transport routier de voyageurs qui a perdu des emplois sala-

riés (-0,4 %), selon l'organisme paritaire.

Le nombre d'indépendants a par ailleurs bondi de 15 % dans la branche (hors transport de voyageurs), tiré par l'essor du commerce en ligne et des services de livraison à domicile.

Difficultés à recruter

Les créations d'emploi ont permis à l'âge moyen des salariés de la branche de se stabiliser à 44 ans, même si dans le transport routier de voyageurs, près d'un salarié sur deux a plus de 50 ans. La branche, qui regroupe transport routier de marchandises et de voyageurs, sociétés de déménagement et ambulances, reste malgré cette dynamique confrontée à un problème de recrutement.

Ainsi, selon un sondage réalisé auprès de plus de 2 600 établissements, 43 % des entreprises disent éprouver des difficultés à recruter en 2018, soit 10 points de plus qu'en 2017. La quête de conducteurs, catégorie de personnel qui représente le gros des salariés, est particulièrement ardue.